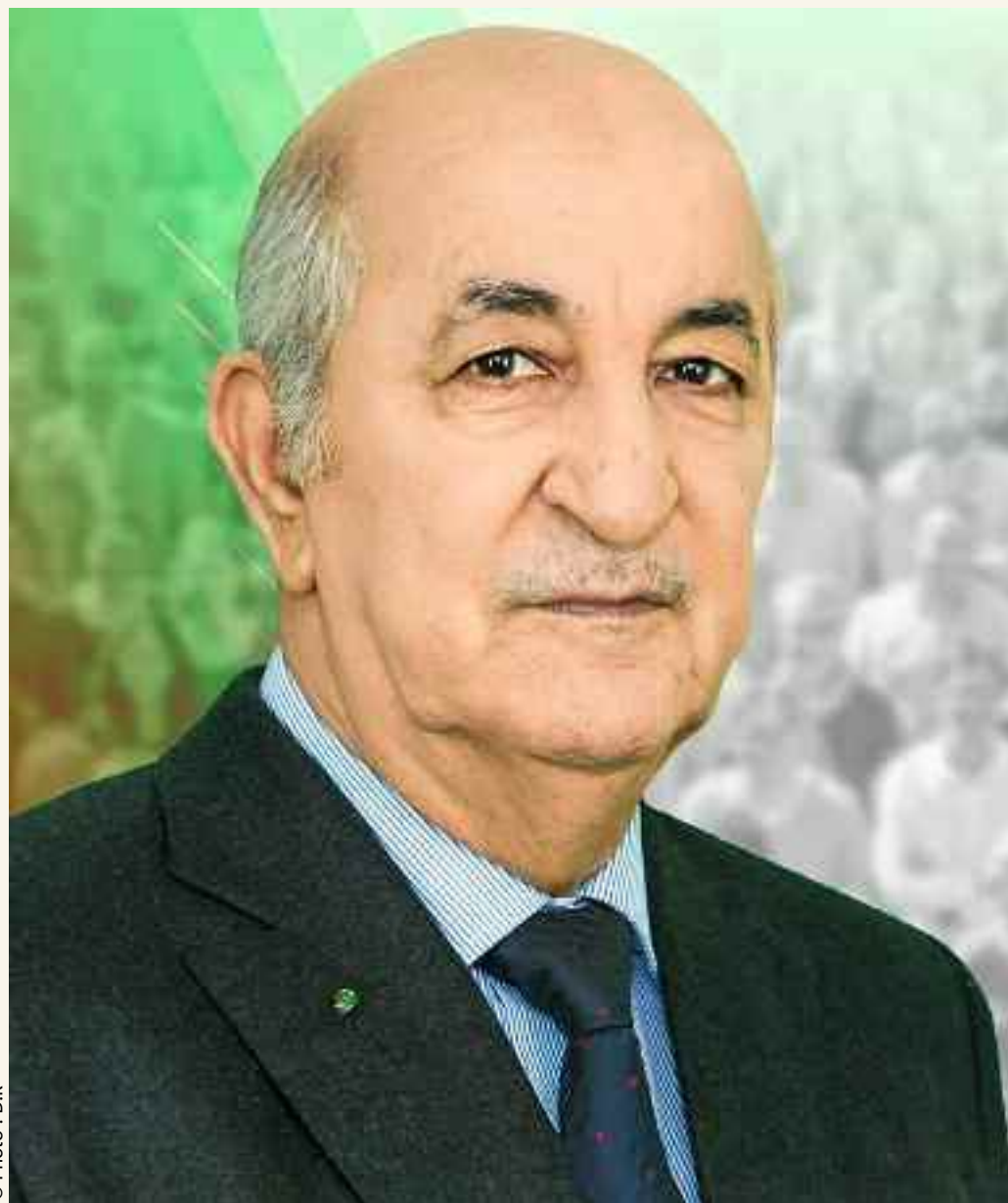


La lutte mondiale est idéologique. Et à un combat de cette nature nous ne pouvons répondre que par une riposte de même échelle. En Algérie cet affrontement s'exprime par l'imposition dans le débat des folklorisations de nos dimensions identitaires islamiques, arabes et berbères. Ces catégories sont essentialisées pour être instrumentalisées au profit de la mondialisation. Aussi nous devons relever le défi en déconstruisant des historiographies postcoloniales qui manipulent ce que nous fûmes, tout en avançant

des contre-édifications fertiles de ce que nous sommes pris dans la dynamique de notre renaissance historique. C'est dans ce vaste chantier d'une proposition culturelle vivante que se trouve la réalisation dialectique de notre affirmation idéologique en tant qu'élément bâtisseur de nos déploiements économiques, sociaux, politiques et culturels, cet effort étant ce que le ciment est à la brique, à savoir le liant permettant une élévation civilisationnelle véritable. Le lancement d'une télévision de la mémoire, voulue

par le président de la République, témoin de cette préoccupation. Mais, pour qu'une pensée sinon culturelle du moins journalistique puisse émerger en rupture épistémologique et influencer les destinées d'un peuple, il est essentiel d'en choisir le terrain d'affrontement. Ce dernier doit être constitué du numérique tant la nature globalisante de la réponse à apporter est éducative et scientifique en appui de la puissance socio-anthropologique dont l'histoire nous a heureusement doté.

Lire en page 4



© Photo : D.R.

Covid-19

## Les décisions de déconfinement répondent à des considérations scientifiques

Lire en page 2

L'Etat soutiendra uniquement les entreprises présentant des chiffres crédibles  
Tebboune juge «inadmissible la demande d'une amnistie fiscale annuelle»

Lire en page 2

Amendement constitutionnel  
La conjoncture exceptionnelle exige la prolongation du débat

Lire en page 3

Dossier libyen  
La vision de l'Algérie partagée par beaucoup de pays

Lire en page 3

Retour sur la polémique  
«Autant en emporte le vent»

## Quand Hollywood consacrait la première actrice noire

Si le film culte, aujourd'hui vilipendé, véhicule des clichés racistes, il permet aussi à Hattie McDaniel, la bonne de Scarlett O'Hara, de décrocher un Oscar. Faut-il entièrement jeter aux orties «Autant en emporte le vent» ? Tout le monde est d'accord pour dire que ce film est le fruit de son époque, celui de l'Amérique ségrégationniste des années 1930.

Lire en page 14



Football

## Est-ce la fin de la corruption ?

«C'est le mensonge qui a géré et qui gère le football», cette déclaration qui émane d'un ex-international de l'Equipe nationale résumerait-elle, seule, ce qui se passe aujourd'hui sur les différents terrains ? «Je suis dégoûté, je ne voudrai plus parler, encore moins accorder des interviews... lorsque, nous les anciens donnons notre avis, on est vite taxé de ce que nous ne sommes pas».

Lire en page 16

Le Président Tebboune préside une réunion du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus

Lire en page 3

Révision de la Constitution

## Le HCA propose la création du Haut Conseil de l'Amazighité

Le Haut-Commissariat à l'Amazighité (HCA) a proposé, samedi à Alger, dans un document comprenant des observations et propositions concernant l'avant-projet révision de la Constitution, la création du Haut Conseil de l'Amazighité.



#### criminalité

Plusieurs personnes interpellées à travers différentes wilayas

Plusieurs personnes ont été interpellées dans différentes wilayas pour des délits liés au transport de produits sans registre de commerce ni factures, indique mercredi un communiqué des services de la Gendarmerie nationale.

#### solidarité

Krikou met en avant le rôle de la femme rurale dans le développement durable

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouter Krikou, a mis en avant jeudi à Alger l'importance d'appuyer et de renforcer le rôle de la femme rurale pour lui permettre d'adhérer aux efforts de développement durable.

#### accidents de la route

27 personnes décédées et 1.205 autres blessées en une semaine

Vingt-sept personnes ont trouvé la mort et 1.205 autres ont été blessées dans 1.024 accidents de la route survenus durant la période du 31 mai au 6 juin, indique mardi un bilan hebdomadaire de la Protection civile.



Covid-19

## Les décisions de déconfinement répondent à des considérations scientifiques

«Toutes les décisions relatives au confinement répondront à des considérations scientifiques et non politiques ou administratives», a souligné le Président Abdelmadjid Tebboune, lors de son entrevue périodique avec des responsables de médias nationaux, qui s'est déroulée jeudi et a été diffusée vendredi soir sur les chaînes de la télévision publique.

Il a réaffirmé que le déconfinement total ou partiel «est une décision du ressort du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus (COVID-19), dont il a annoncé lors de la réunion qui s'est tenue hier au siège de la Présidence de la République, visant à prendre la décision qui s'impose après une analyse minutieuse de la première phase lors de laquelle le gouvernement avait décidé le déconfinement partiel. Le Président Tebboune a précisé que «cette décision participera du souci de préserver la vie des citoyens». Il a rappelé que «l'Algérie a lutté, de manière scientifique, contre cette pandémie depuis le début de sa propagation» et était parmi les premiers pays à avoir pris des mesures «préventives exemplaires», dont «la mise en quarantaine des étudiants algériens rentrés de Wuhan (Chine), l'équipement des aéroports en moyens de dépistage et de protection, puis la fermeture des universités, des aéroports, des établissements scolaires, des crèches et garderies, des mosquées et des stades», ainsi que «la fermeture des frontières terrestres de concert avec les pays voisins». Il a également, été procédé à des tests même sur les cadavres des victimes de la Covid-19 afin de «prendre les mesures préventives qui s'imposent», en soumettant les sujets en contacts des victimes à des tests de dépistage, a-t-il ajouté. «Nous serons à la disposition du Comité scientifique qui jouit d'un haut sens de responsabilité», a poursuivi le Président de la République avant de préciser que «nous n'allons suivre aucun autre pays, mais plutôt nous œuvrerons à régler les problèmes de notre pays». «Tant que nous avons encore des décès et que la propagation de la pandémie demeure maîtrisée, nous ne procéderons



■ L'Algérie était le premier pays à avoir pris des mesures préventives exemplaires. (Photo : D.R)

pas à un déconfinement total», réouverture des frontières et cette décision nécessitant «la de l'espace aérien», a indiqué le

### L'Etat engagé à soutenir et à accompagner toutes les catégories sociales : Le Président met en garde contre «les semeurs de trouble dans la société»

«L'Algérie est un Etat transparent et je suis, plus que jamais, attaché à la transparence car nous n'avons rien à cacher», a affirmé le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors de son entrevue avec des responsables de médias nationaux, avant-hier, assurant que sa «préoccupation majeure est le peuple, notamment, les classes moyenne et ouvrière». Il est revenu, lors de ce débat médiatique sur les efforts et les acquis réalisés par l'Etat et son gouvernement afin de soutenir et renforcer le pouvoir d'achat des citoyens, évoquant, à l'occasion, les différentes dispositions introduites dans la LFC 2020. M. Tebboune a assuré que «les droits seront préservés et pris en charge progressivement», regrettant, toutefois, «des agissements injustifiés accompagnant certaines revendications sociales, notamment en matière d'emploi et de logement». Il a appelé à la patience parce que «le gouvernement actuel n'est en place que depuis cinq mois, dont deux à trois consacrée à la lutte contre la pandémie du coronavirus».

### Il est nécessaire d'accorder plus de temps au gouvernement

Au lieu de laisser place à la critique négative et infructueuse, le Président a invité les citoyens à faire preuve de patience et de ne pas céder à la manipulation, affirmant que «chaque citoyen recouvrira son droit», mettant en avant «la nécessité d'accorder du temps au gouvernement pour concrétiser les différentes préoccupations relatives au développement». Il a ainsi réitéré son attachement à la consécration de «la transparence pour le rétablissement de la confiance du citoyen en son Etat», mettant en avant les efforts fournis par le gouvernement pour renforcer «l'économie nationale qui continue à fonctionner, en dépit de la situation sanitaire», évoquant, entre autres, le grand intérêt que l'Etat accorde «aux questions du développement, essentiellement dans les zones d'ombre, dont le nombre s'élève à près de 15.000 à travers le territoire national». Il a précisé, par ailleurs, que «les augmentations fiscales contenues dans la LFC 2020, notamment celles relatives aux prix du carburant, dont l'impact est insignifiant, ont été accompagnées de décisions visant à soutenir le pouvoir d'achat du citoyen», réitérant l'engagement de l'Etat à maintenir «son soutien aux catégories vulnérables, notamment dans les zones d'ombre». Il s'est exprimé, à l'occasion, sur les différents sujets liés à la vie économique des Algériens et a passé en revue les acquis réalisés par le gouvernement ces derniers mois pour répondre aux besoins du marché. Cependant, le président Tebboune a déploré le fait que les exploits accomplis en cette période de pandémie ne soient pas évoqués et valorisés, citant l'exemple du saut quantitatif et qualitatif enregistré dans le secteur agricole, avec «un rendement de plus de 25 milliards de dollars alors que les voix alarmistes prévoient, au début de la crise du COVID-19, l'effondrement de l'économie et un pays au bord de la famine». Un exemple parmi d'autres. Le chef de l'Etat a, à ce propos, averti contre les tentatives de semer le trouble et l'anarchie par l'exploitation de certaines tribunes médiatiques et les réseaux sociaux, tout en saluant le «haut niveau de maturité et de conscience des citoyens face à ces plans subversifs». Il a mis en garde contre la manipulation médiatique estimant qu'il «n'est ni logique ni acceptable qu'une chaîne étrangère, accréditée en Algérie, se déplace dans des stations-services pour interviewer les citoyens sur les récentes augmentations des prix des carburants, d'une manière qui révèle que le but est clairement d'attiser la colère et le mécontentement». Il a cité, également, la protestation par le verrouillage des routes par certains citoyens qui cèdent à la manipulation, assurant après avoir appelé à la retenue et «à ne pas se laisser entraîner par ces plans» que «celui qui a un droit, l'obtiendra».

Samira Takharboucht

Président Tebboune, ajoutant que «nous ne sommes pas encore arrivés à ce stade, d'autant que plusieurs pays enregistrent toujours des cas d'atteinte et des décès par milliers, c'est pourquoi nous devons être prudents et prendre des mesures pour ne plus avoir une seconde vague de contagion». Le déconfinement total ou partiel vise «la préservation de la santé du citoyen», a-t-il réaffirmé. Après avoir fait remarquer qu'il n'y avait, jusque-là, «aucun traitement» à ce virus, le Président Tebboune a appelé les citoyens à «l'impératif respect des règles de prévention afin de juguler la pandémie, dont le port de masque et les tests de dépistage». L'Algérie compte, aujourd'hui, «26 centres de dépistage spécialisés dont ceux de Béchar, Tamanrasset, et Tizi-Ouzou», a-t-il fait savoir, assurant que ce nombre «sera revu à la hausse». A cette occasion, le Président de la République a mis en avant la nécessité de promouvoir «la culture préventive» chez les citoyens, affirmant que «tous les chiffres du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus sont précis et fournis de manière scientifique». Il a affirmé, dans ce sens, qu'il n'y avait aucun problème financier «en terme de prise en charge de la pandémie de Covid-19», ajoutant que «nous injecterons un milliard de dollars s'il le faut, la santé du citoyen n'ayant pas de prix». La démarche de déconfinement progressif est accompagnée par des actions d'investigation et de suivi des enquêtes épidémiologiques autour de cas confirmés ou hautement sus-



### Saisie de plus de 260 kg de kif traité dans plusieurs wilayas du pays

Plus de 260 kilogrammes de kif traité ont été saisis vendredi dans plusieurs wilayas du pays, indique samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement combiné de l'Armée Nationale Populaire (ANP), en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale et la Douane, ont intercepté, le 12 juin 2020, dans la commune de Djenine Bourezg à Naama/2e RM, une importante quantité de kif traité s'élevant à 248,5 kilogrammes, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale et des Garde-frontières ont saisi 14 kilogrammes de la même substance à Ain Defla/1e RM, Tlemcen/2e RM et Tébessa/5e RM», précise la même source. Dans le même contexte, des détachements de l'ANP, en coordination avec des éléments de la Gendarmerie et la Sûreté nationales, «ont arrêté, lors d'opérations distinctes menées à Ouargla, Laghouat, Biskra/4e RM, Oum El Bouaghi et Constantine/5e RM, 11 personnes et saisi deux camions, 6995 comprimés psychotropes, 1872 unités de différentes boissons et 34000 paquets de cigarettes, alors que des tentatives de contrebande de 7179 litres de carburants ont été déjouées à Souk-Ahras, Tébessa et El Taref/5e RM». D'autre part, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont arrêté, à Tindouf/3e RM, trois personnes et saisi deux camions et 12 véhicules objet de vol, neuf paires de jumelles et un téléphone satellitaire, tandis qu'une personne a été arrêtée et huit drones de différents types ont été saisis à Saïda/2e RM».

pects de Covid-19 dont est chargée exclusivement une cellule opérationnelle, qui vient d'être créée sur décision du Président Tebboune. Le président de la République a décidé de confier la responsabilité de cette cellule au professeur Mohamed Belhocine, membre du Comité scientifique chargé du suivi de la pandémie Covid-19. Régulièrement le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus, le Dr Djamel Furrar, appelle systématiquement tous les citoyens à faire preuve de «vigilance et d'esprit des responsabilités» en respectant les mesures préventives, notamment le port obligatoire du masque, afin d'éviter toute contamination au Covid-19.

Lakhdar A.

Voir sur Internet [www.lnr-dz.com](http://www.lnr-dz.com)



Amendement constitutionnel

## La conjoncture exceptionnelle exige la prolongation du débat

Lors de son entrevue périodique avec des responsables de médias nationaux ce jeudi, diffusée vendredi soir sur les chaînes de télévision publique, le Président Abdelmadjid Tebboune a expliqué que la décision de prolongation des délais pour le débat sur la mouture de l'avant-projet d'amendement constitutionnel, est motivée par la conjoncture exceptionnelle que traverse le pays du fait de la pandémie de la Covid-19 et du confinement imposé pour y faire face.

«Je ne pouvais pas maintenir le calendrier fixé dans ce cadre, au moment où les citoyens se soucient de leur santé face à la propagation de la Covid-19», a-t-il dit, ajoutant que «de telles décisions cruciales nécessitent du temps». A ce propos, le Président de la République a fait savoir qu'au début, il était prévu de soumettre le projet de révision de la Constitution, en juin au



■ Au début, il était prévu de soumettre le projet de révision de la Constitution en juin au Parlement. (Photo : D.R)

Parlement, et d'organiser le référendum par la suite, ajoutant que les données avaient changé du fait de la situation sanitaire. La Présidence de la République continue à recevoir les propositions dont le nombre a déjà atteint 1.500 et ce jusqu'à la fin du mois en cours, a poursuivi le Président Tebboune soulignant que le retard accusé aura atteint au final un mois et demi avant que l'avant-projet en question ne soit soumis aux représentants du peuple. A propos des «dérapages» enregistrés concernant les constantes de la Nation, ils étaient «prévisibles», selon le Président Tebboune, qui a réitéré sa confiance «totale» en les membres du Comité d'experts chargé de formuler des propositions sur la révision de la

Constitution, en leur nationalisme et en leur attachement aux constantes de la Nation, des éléments «qui ne souffrent aucun doute». Rappelant que la question de la préservation des constantes de la nation dans le cadre de l'amendement attendu de la Loi suprême du pays a été «tranchée au début», le Président Tebboune a qualifié de «conjoncturels les dérapages» enregistrés lors du débat engagé dans ce sens. Au sujet du régime de gouvernance que l'Algérie adoptera à l'avenir, le Président de la République a rappelé que «le choix se fera partant de l'expérience que vit l'Algérie», précisant que «la tendance va vers un régime semi-présidentiel». Pour le Président Tebboune, l'essentiel est de sortir du régime présidentiel rigide, «du moment qu'il est impossible

qu'une seule personne s'accapare le pouvoir et agit à son gré et suivant ses humeurs», rappelant avoir conféré davantage de prérogatives au Premier ministre bien avant l'élaboration de l'avant-projet de révision constitutionnelle. Rappelons que, lors d'une conférence de presse animée tout récemment au siège de la Présidence de la République, le ministre conseiller à la Communication, porte-parole officiel de la Présidence de la République, Belaïd Mohand Oussaïd, a fait savoir que la campagne de débat et d'explication autour de l'avant-projet de révision constitutionnelle sera prolongée, «pour une durée raisonnable», afin, a-t-il ajouté, que la Constitution escomptée soit «le fruit d'un consensus national le plus large possible».

L.A.

### BRÈVE

#### Le Président Tebboune préside une réunion du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a présidé, samedi au siège de la Présidence de la République, une réunion du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus. Lors de cette réunion, il a été procédé à l'installation du Pr. Kamel Sanhadji à la tête de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire, dont la création a été annoncée antérieurement par le Président Tebboune.

Ont pris part à cette réunion le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, le directeur de Cabinet de la Présidence de la République, Nouredine Baghdad Daidj, le ministre conseiller à la Communication, porte-parole officiel de la Présidence de la République, Belaïd Mohand Oussaïd, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, le ministre délégué chargé de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Lotfi Djamel Benbahmad et le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus, le Dr Djamel Fourar, outre des responsables de la Gendarmerie nationale et de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Agence

### Dossier libyen

#### La vision de l'Algérie partagée par beaucoup de pays

Lors de son entrevue périodique avec des responsables de médias nationaux, diffusée sur les chaînes de la télévision publique vendredi soir, le Président Abdelmadjid Tebboune, a donné à l'opinion publique l'éclairage officiel concernant les relations internationales de l'Algérie. Ainsi, évoquant les relations algéro-françaises à la lumière de la diffusion, par deux chaînes publiques françaises, d'un reportage attaquant les institutions de l'Etat et le Hirak populaire, il a assuré n'avoir aucun problème avec son homologue français, Emmanuel Macron avec lequel il a dit avoir une entente quasi parfaite. Le président Macron a fait montre, à plusieurs reprises, de positions «qui l'honorent» sur la question de la mémoire et des crimes du colonialisme français, a ajouté le Président de la République, rappelant ses déclarations lors de sa visite en Algérie, et même en France. L'Algérie et la France, «sont deux grands Etats, en Afrique pour l'un et en Europe pour l'autre, qui ont des intérêts communs les obligeant à travailler ensemble, mais

cette bonne intention se heurte parfois à des tentatives de lobbies de susciter des conflits, et par conséquent de nuire à ces intérêts», a déclaré le Président Tebboune. Dans le contexte des relations extérieures toujours, le Président Tebboune a évoqué également les relations entre l'Algérie et les Etats-Unis, dont il avait reçu, il y a quelques jours, l'ambassadeur en audience, soulignant «l'amitié de longue date et le respect mutuel» existant entre les deux pays outre les accords stratégiques ayant trait à la lutte contre le terrorisme et bien d'autres domaines. Il a souligné, à ce propos, que pour les Etats-Unis d'Amérique, «l'Algérie est un pays qualifié pour la médiation, un pays stabilisateur dans la région». Ce constat, a-t-il ajouté «est tiré de l'histoire de l'Algérie, qui depuis l'indépendance, n'a jamais versé ni dans l'attaque, ni dans des partis pris pour les uns ou contre les autres». «Et l'histoire nous a donné raison», a-t-il conclu sur ce point. Le Président Tebboune a cité également l'Allemagne, dont il

avait reçu récemment l'ambassadeur, rappelant les relations bilatérales économiques importantes dans de nombreux secteurs. Il a précisé, par ailleurs, que la majorité de ces pays et bien d'autres, partagent la vision de l'Algérie concernant le dossier libyen et constatent de plus en plus que «l'Algérie avance sur la voie de la démocratie». Rappelons qu'à l'issue de l'audience que lui a accordée le président Tebboune, l'ambassadeur des Etats-Unis à Alger John P. Desrocher a indiqué qu'il a eu une discussion «très productive» avec le Président de la République. «Nous avons couvert plusieurs aspects relatifs aux relations bilatérales entre les deux pays et nous avons parlé longuement aussi des défis auxquels fait face la région», a déclaré M. John P. Desrocher. «Je pense que nous avons beaucoup de choses à faire en poursuivant nos objectifs. Je suis très content que nous ayons abordé la construction de cette relation et je suis ravi que l'on puisse continuer à travailler dans ce sens», a-t-il ajouté.

L. A.

#### L'Etat soutiendra uniquement les entreprises présentant des chiffres crédibles

#### Tebboune juge «inadmissible la demande d'une amnistie fiscale annuelle»

«Nous sommes prêts à aider les entreprises qui présentent des chiffres clairs et crédibles», a déclaré le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors d'une rencontre périodique avec des responsables de médias nationaux, diffusée vendredi soir sur les télévisions et radios nationales et les chaînes de télévision privées, à condition que les entreprises lésées par la crise du Covid-19 fassent preuve d'«honnêteté et de transparence en sollicitant l'aide de l'Etat qui jouera son rôle de contrôle, pour éviter de porter atteinte à l'économie nationale». Il a écarté, toutefois, toute possibilité d'accorder une amnistie fiscale annuelle «à des entreprises qui ont été à peine impactées durant ces deux derniers mois». Quant à la politique de la solidarité nationale, le Président a affirmé que l'«Etat n'abandonnera pas les jeunes chômeurs et la politique de solidarité nationale sera maintenue et profitera à tout un chacun». Le chef de l'Etat a assuré que : «Certes, nous n'allons pas abandonner les entreprises mais notre aide n'interviendra qu'après contrôle et si nous constatons une exagération dans les plaintes, la réponse sera de moindre importance», a-t-il prévenu, estimant que «le débat autour de l'impact économique de la pandémie ne doit, en aucun cas, se transformer en une tentative de déstabilisation». Plus explicite, le Président a incité les entreprises à faire preuve de professionnalisme et de se soucier de l'intérêt général du pays et afficher une volonté sincère de contribuer au développement économique. «Pour parvenir à un véritable développement économique, les entreprises économiques sont appelées à contracter une assurance tous risques», a-t-il recommandé, réitérant, à l'occasion, la disposition de l'Etat à aider les entreprises lésées réellement par cette crise sanitaire inédite. Il a affirmé, dans ce sens, que «l'assureur prendra en charge une partie de ces risques, et l'Etat prendra en charge le reste». Aucun secteur ne sera exclu, public ou privé, a fait savoir M. Tebboune, assurant qu'«une aide envers les entreprises privées qui sont impactées par les mesures du confinement sanitaire, mais elle sera conditionnée par une enquête des inspecteurs du ministère des Finances». L'objectif de ces enquêtes et de vérifier la véracité de l'impact financier sur leurs activités, évoquant, à ce propos, le non-respect total des sociétés du secteur privé contrairement à celles du public «des mesures décidées avec le confinement», ce qui justifie la décision de l'Etat de venir en aide, «uniquement, à celles qui ont respecté les mesures, (chômage partiel) et ont subi en même temps des dommages». Il s'est interrogé d'ailleurs «comment des entreprises d'un certain volume se sont retrouvées en détresse en seulement deux mois de perturbation», alors qu'elles n'ont pas arrêté leurs activités. Par ailleurs, en réponse à la question sur les bénéficiaires de la prime des 10.000 dinars pour aider les citoyens les plus démunis et lésés par cette crise sanitaire et économique, le chef de l'Etat a expliqué qu'elle «sera versée pour les personnes qui ont des métiers manuels et qui sont fortement impactés par l'arrêt temporaire de leurs activités», assurant que l'Etat soucieux de la situation financière des jeunes depuis trois mois «n'abandonnera pas les jeunes chômeurs et la politique de solidarité nationale sera maintenue et profitera à tout un chacun».

Le Président Tebboune a évoqué, dans ce sillage, «l'éventuelle levée de la suspension de certaines activités commerciales», estimant, en outre qu'«il est encore tôt pour parler d'ouverture de l'espace aérien. Cette décision était du ressort des spécialistes, et devrait tenir compte de la préservation de la santé des citoyens».

Samira Takharboucht

## Journalisme de la rupture numérique

C'est ce changement de formatage technologique qui nous permet d'envisager concrètement un vaste programme qui dépasse la simple déconstruction idéologique pour déboucher sur une façon de perpétuer l'algérianité comme nos prédécesseurs vivaient « l'andalousité » en identité réinventée de l'universalisme islamique. L'appropriation intégrale du « net », non pas tant en maîtrise de ses techniques qu'en explorations pionnières des possibilités variées qu'il nous ouvre, présente un seul territoire comme la civilisation de Cordoue a offert, dans une parenthèse historique éblouissante, le partage de trois monothéismes « interconnectés ».

Prenons pour être concret, les débats qui agitent aujourd'hui le ministère de l'Information sur les problématiques posées par la presse électronique. Les discussions qui ont cours sur les nécessités d'inclure la presse électronique dans le paysage informationnel tiennent du sentiment que l'on peut éprouver lorsque nous regardons les premiers films muets de ce qu'on appelait le cinématographe, avec des mimiques, une gestuelle corporelle imposées par les limites technologiques de leur époque. Dès que le son intégra le 7<sup>ème</sup> art, les acteurs se transformèrent, délaissèrent leurs maquillages outranciers exprimant les sentiments premiers comme les rires ou les pleurs, retrouvèrent des réflexes supérieurs empruntés au théâtre, c'est-à-dire la mise en scène de la vie, sans emphase de la dénaturation des émotions humaines. Le technicolor nous projeta plus profondément dans la complexité de l'intellect comme dans « La vie passionnée de Vincent Van Gogh » de Vincent Minelli, dans une approche nuancée de la psychologie qui est la nôtre, rapprochant les héros des grands écrans en l'occurrence Kirk Douglas (dans le rôle de Van Gogh) et Anthony Quinn (dans celui de Paul Gauguin), des aspirations et mythes populaires. Internet procède de cette mutation imperceptible du fond par la forme qui impose un nouveau rapport à la culture en raison d'avancées technologiques dont la neutralité vis-à-vis du contenu est questionnable tant les sciences cognitives tendent à nous démontrer que notre pensée ne peut se réduire à notre conscience immédiate. Internet en tant qu'outil technologique impacte les dispositifs intrinsèques de l'art culturel par la manière de vivre le fait culturel dans la durée de nos rapports sociaux complexifiés par l'évolution du monde. Le support technique n'est pas neutre en ce sens que le champ d'investigation idéologique cognitif et social qu'il élargi gratuitement fait appel, non seulement à l'écriture, mais aussi au son et à l'image et impose subrepticement un rapport social massif à la culture tel que nous ne l'avons pas connu précédemment.

### Internet en nouvelle civilisation culturelle

Le web n'emprunte au cinéma ni son expérience collective unifiée par le lieu de la projection et encore moins son unilatéralisme de « spectateur désengagé », acceptant le diktat de la pellicule sans possibilité de réaction au contraire des jeux vidéos ouvrant des alternatives démultipliées du récit au gré des orientations fixées par plusieurs millions d'internautes pour des expériences ludiques collectives se déroulant en autant d'endroits qu'existent d'adresses électroniques. Il nous faut donc, pour ce qui est du cinéma, produire des films pour les

**La lutte mondiale est idéologique. Et à un combat de cette nature nous ne pouvons répondre que par une riposte de même échelle. En Algérie cet affrontement s'exprime par l'imposition dans le débat des folklorisations de nos dimensions identitaires islamiques, arabes et berbères. Ces catégories sont essentialisées pour être instrumentalisées au profit de la mondialisation. Aussi nous devons relever le défi en déconstruisant des historiographies postcoloniales qui manipulent ce que nous fûmes, tout en avançant des contre-édifications fertiles de ce que nous sommes pris dans la dynamique de notre renaissance historique. C'est dans ce vaste chantier d'une proposition culturelle vivante que se trouve la réalisation dialectique de notre affirmation idéologique en tant qu'élément bâtisseur de nos déploiements économiques, sociaux, politiques et culturels, cet effort étant ce que le ciment est à la brique, à sa-**

smartphones, dans un format dédié mais aussi dans un nouveau modèle économique, plutôt que de relancer inutilement et à grands frais des salles obscures. Ces dernières gagneraient à se transformer en chaudrons d'œuvres numériques en lieu et place de salles de distribution d'une production culturelle surannée.

Pour faire court, les salles de cinéma publiques doivent devenir des lieux de production de contenus culturels, des studios potentiels. Le réseau de distribution, ce sont les smartphones. Le même raisonnement s'applique au théâtre et aux beaux-arts. C'est en réalité l'inversion proposée par le net qui fait du contenu l'essentiel de la preuve par la culture et du contenant un accessoire individuel de communication en interactions. De même le web agit sur l'action culturelle et, forcément, journalistique par l'intrication fusionnelle entre les niveaux de l'écriture, du son et de l'image comme jamais auparavant d'autant plus que l'émetteur de l'information peut se trouver, grâce à la flexibilité du réseau en position de récepteur alors que celui à qui était destiné l'information devient à son tour un producteur de sens. L'écriture s'en trouve bouleversée, de même que le journalisme.

Ce dernier pris en tant que science de la communication et de la connaissance n'a pas encore saisi à sa juste mesure - en raison des conservatismes liés aux métiers de l'écriture qui ont du mal à se défaire de traditions plurimillénaires et des rapports sociaux qu'ils sous-tendent - la révolution numérique qui secoue la planète.

Les différenciations à l'œuvre dans le domaine de l'écrit ont permis, au cours des temps, des évolutions en éventails de l'ensemble de ses domaines (la parole divine, la bureaucratie étatique, la loi, la presse, la littérature, la correspondance, la poésie, le pamphlet, le roman, le script du cinéma et du théâtre, la bande-dessinée, le mémo etc.), sans que jamais elles ne puissent interagir de manière déterminante les unes vis-à-vis des autres et c'est ce processus d'évolutions scripturales en séparations de style et jusqu'à un certain point en significations divergentes, qui marque le journalisme et ses supports médiatiques divers. Ce

**voir le liant permettant une élévation civilisationnelle véritable. Le lancement d'une télévision de la mémoire, voulue par le Président de la République, témoigne de cette préoccupation. Mais, pour qu'une pensée sinon culturelle du moins journalistique puisse émerger en rupture épistémologique et influencer les destinées d'un Peuple, il est essentiel d'en choisir le terrain d'affrontement. Ce dernier doit être constitué du numérique tant la nature globalisante de la réponse à apporter est éducative et scientifique en appui de la puissance socio-anthropologique dont l'histoire nous a heureusement dotée. Si nous saluons le volontarisme de l'exécutif, nous devons cependant nous pénétrer de l'idée que le grand écran fait place aujourd'hui à des millions de smartphones et que le projet idéologique pour la Nation ne peut plus se décliner en 24 images par seconde mais en té-**

temps est fini. La presse papier, l'émission radiophonique, le reportage télévisuel, la production de l'information sur un fil par une agence de presse, ne sont, du point de vue d'internet, plus qu'un seul média s'exprimant dans un format unique mêlant écrits, sonorités et images. Internet impose une sujétion de l'écriture à la communication. Nous ne pensons pas seulement aux usages protéiformes des émojis ou à la contraction de l'écriture de l'efficacité capitaliste cherchant à gagner en temps par une symbolisation quasi totémiste de la productivité érigée en valeur suprême. Dans tous les domaines du média numérique, la démonstration de l'idée en écriture déployée cède devant l'efficacité de la communication, tant la puissance dominante de l'image et du son, emprisonne la mémoire seconde, celle qui transcende l'émotion pour la dépasser en réflexion.

L'intolérance grandissante dans l'expression des opinions dans le débat public est certes le produit sociologique des essentialisations mises en œuvre par la mondialisation. Mais son propagandiste le plus efficace est constitué par la toile en un résultat palpable d'un rapport culturel dominé par l'expression lapidaire bien plus que raisonnée à l'image du tweet réducteur.

### La civilisation en réponse à Internet

Au niveau mondial, en plus de ces évolutions que l'on circonscrit difficilement, les immenses enjeux financiers, de domination politique et de classe s'exprimant autour des médias, retardent une mise en ligne électronique inclusive. Il s'agit d'intégrer tout le champ des modalités expressives variées du journalisme en uniformisations de significations cognitives échappant véritablement au rapport social et médiatique d'hier que les différentes institutions de la presse ont établi avec leurs peuples. Aussi, nous voyons des sites informationnels se développer à partir des grands groupes de presse mondiaux (CNN, BBC, AFP etc.) ayant accumulé des positions culturelles de domination, issu des bouleversements consécutifs à la seconde Guerre mondiale, déverser leurs contenus sur internet en essayant d'en proposer l'essentiel du substrat

idéologique. Mais parce ce que ces moyens de l'information mondialisée sont issus du monde d'avant le numérique, ils charrient encore avec eux des différenciations dans leurs modalités expressives qui n'ont plus lieu d'être, le cyberspace ayant fusionné les dimensions sonores, visuelles, écrites, artistiques dans un même continuum. Aussi, il est important de saisir cette opportunité de l'inertie intéressée en préservations de situations économiques des grands groupes d'informations internationaux pour nous frayer rapidement les voies d'un véritable saut qualitatif pour peu que le journalisme se saisisse du réseau numérique à pleines mains. Son format virtuel impose de repenser le rapport à l'information et à son traitement en privilégiant ses intégrations capacitaires de modalités expressives différentes en un précipité fécond qui passe par un réapprentissage de l'écriture, du journalisme et... de sa pratique plus que jamais à l'écoute non pas du « monde vilage » mais du « monde réseau ».

Cela est d'autant plus aisé dans notre pays que nous possédons un satellite géostationnaire dont les capacités sont encore sous-utilisées, que nous maîtrisons les procédés de fabrication de la fibre optique permettant d'établir un réseau parfaitement adapté à l'usage du réseau électronique, une TNT en progression constante, un patrimoine immobilier de toute première qualité pour ce qui concerne le secteur public de l'information et enfin un personnel hautement qualifié et compétent mais qui est en manque de directives visionnaires fécondes pour pouvoir donner toute la mesure des influences en densifications culturelles qu'une véritable e-gouvernance de la gestion informationnelle pourrait démultiplier. Aussi au lieu de se focaliser en contre-guérillas aussi inutiles qu'épuisantes contre les « fake news », il serait bien plus productif de s'atteler, sans perte de temps, en la réforme du secteur public de l'information vers la numérisation de l'ensemble de ses supports médiatiques, mais aussi vers leurs convergences fécondes en des rédactions intégrées, dépassant les cloisonnements désuets entre expressions médiatiques différenciées d'hier (agences, presse écrite, radios, télévisions), réorganisées en redéploiements thématiques (religion, information, arts et cultures, sport, divertissements, documentaires, histoire, infographies) pour mieux s'exprimer en une puissante action journalistique de la modernité informationnelle, en conquête active du cyber espace, articulée autour d'une information publique qualitative et à l'avant-garde de la contemporanéité culturelle.

C'est ce que nous attendons d'un ministère de l'Information, visiblement empêtré dans la redistribution de la manne publicitaire reproduisant un modèle de journalisme de l'archaïsme dans la forme comme dans le fonds. L'action ministérielle ne semble pas pouvoir s'extraire des tendances néo-rentières encore nichées au sein du régime, nourrissant les corporatismes journalistiques en identités singulières qui n'ont plus de mise tant les millions de smartphones imposent internet comme le média de l'intégration journalistique. A la lutte idéologique qui nous est imposée, il nous faut plus que jamais répondre par la force du souvenir de notre civilisation éclatante, en autant d'Andalousies réinventées par la jeunesse populaire de ce pays, désormais éduquée et partie intégrante du monde.



Règlement de la crise libyenne

## Appels à la reprise du dialogue, la position de l'Algérie confortée

**Les appels à la reprise du dialogue en Libye ont conforté la position de l'Algérie qui a constamment plaidé pour une solution politique et qui n'a eu de cesse de rejeter toute forme d'ingérence étrangère dans ce pays en proie à une crise politique et sécuritaire depuis 2011.**



■ L'Algérie rejette toute forme d'ingérence étrangère et plaide pour une solution politique au conflit libyen. (Photo: D.R.)

Ainsi, de nombreux acteurs régionaux et internationaux ont présenté une ligne plus ou moins similaire à celle de l'Algérie qui a été toujours d'avis que les Libyens sont seuls en mesure de rétablir la paix par la voix du dialogue et restaurer la légalité constitutionnelle. Fidèle à ses idéaux de respect de l'intégrité territoriale et la souveraineté des Etats, l'Algérie le fait savoir à ses partenaires à chaque fois que l'occasion se présente.

Dans ce même objectif entre autres, le président de la République Abdelmajid Tebboune a reçu lundi, l'ambassadeur des Etats-Unis, John P. Desrocher, et mardi, l'ambassadrice d'Allemagne, Ulrike Maria Knotz, avec lesquels il a abordé les derniers développements en Libye.

Dans ce contexte, le ministre-conseiller à la Communication, porte-parole officiel de la Présidence de la République, Belaïd Mohand Oussaïd a affirmé mardi que l'Algérie était «favorable à toute initiative, quelle qu'en soit l'origine, visant à mettre un terme à l'effusion du sang des Libyens». A ce propos, le porte-parole de la Présidence a indiqué qu'un travail de coordination et de concertation se fait «quasi-quotidiennement» entre le chef de la diplomatie algérienne et ses homologues de la région concernant la situation en Libye. Récemment, par la voix de son ministère des Affaires étrangères, l'Algérie a réitéré sa position en faveur «d'un règlement politique, à commencer par un cessez-le-feu et le retour des belligérants libyens à la table du dialogue, (...)». Par la même occasion, l'Algérie a renouvelé «son attachement au rôle central des pays voisins afin de rapprocher les vues entre les frères libyens (...)».

**L'Algérie est confortée dans sa position de médiateur sérieux**

Pour Cherif Idris, universitaire et spécialiste des relations internationales à l'université d'Alger, «l'Algérie a adopté la meilleure position

qui fait d'elle une partie indispensable dans le règlement de la crise libyenne». «L'Algérie qui adopte dès le début de la crise libyenne une politique constante basée sur l'impartialité, fait que son rôle est toujours demandé et indispensable à la lumière de l'équilibre des puissances susceptible de renforcer sa place et son approche en faveur d'une solution politique», a-t-il souligné dans une déclaration à l'APS. Des Libyens aussi affirment être du même avis, puisque mardi, l'Envoyé personnel du Chef du Gouvernement d'union nationale libyen au Maghreb, Jumaa al Qamati a salué le rôle positif

de l'Algérie dans l'accompagnement de la Libye pour l'édification de ses institutions et l'instauration de la stabilité. M. Al Qamati a affirmé que «les positions de l'Algérie et tout ce qui est dit sur sa contribution au règlement de la crise en Libye sont des signes positifs», ajoutant que l'Algérie «a toujours exprimé clairement son appui à l'unité du peuple libyen, à l'intégrité territoriale de son pays et à sa souveraineté nationale, de même que son rejet de l'ingérence étrangère et des guerres». Le GNA a salué le rôle de l'Algérie «dans l'accompagnement de la Libye pour l'édification de ses ins-

titutions et l'instauration de la stabilité, en sa qualité de pays voisin, puissant sur la scène du monde arabe et en Afrique du nord», a souligné le responsable libyen, en ajoutant : «Nous aspirons toujours à ce l'Algérie demeure un pays influent». Rappelons que cette position est partagée par plusieurs pays qui ont appelé à un cessez-le-feu en vue de parvenir à un règlement politique dans ce pays (Libye) ravagé par des violences depuis près de dix ans. Depuis l'Union européenne, la France, l'Allemagne et l'Italie, des voix «appellent toutes les parties libyennes et internationales à faire cesser de manière effective et immédiate toutes les opérations militaires et à s'engager de façon constructive dans les négociations». Ces efforts doivent conduire toutes les parties à s'entendre rapidement (...) sur un accord de cessez-le-feu prévoyant notamment le retrait de toutes les régions de Libye de l'ensemble des forces étrangères, des mercenaires et des équipements militaires livrés en violation de l'embargo sur les armes des Nations unies.

R.I

## Sahara occidental : des milliers de femmes sahraouies violentées par les forces d'occupation marocaines ces 20 dernières années

Des milliers de femmes sahraouies vivant dans les territoires occupés ont subi des violences physiques perpétrées par des policiers marocains au cours des 20 dernières années, selon une récente enquête menée par des organisations et associations. L'enquête sur la violence contre les femmes sahraouies à El-Ayoune occupée, montre que 10% des femmes (tous âges confondus) vivant dans les territoires sahraouis ont subi des violences physiques de la part des policiers et des officiers au cours des 20 dernières années. Les données montrent «une réalité inquiétante», les différentes organisations et associations sahraouies qui travaillent sur le terrain indiquent qu'en 2020, à ce jour, «plus de 40 femmes sahraouies (tous âges confondus) ont été emprisonnées, violentées et/ou tuées». L'enquête fait également état «d'actes de torture» sur des femmes sahraouies commis par le régime marocain, alors que la communauté internationale «continue de se murer dans son silence». La violence à l'égard des femmes sahraouies dans les territoires sous occupation marocaine est «l'une des violations des droits humains les plus répétées et qui touche de plus en plus de personnes. Des milliers de femmes sahraouies au Sahara occidental occupée sont victimes de violences commises par des forces marocaines en raison de leur engagement pour l'autodétermination du peuple du Sahara occidental». Récemment, des ONG comme Human Rights Watch (HRW) et Amnesty International ont dénoncé la persistance de l'occupant marocain qui fait

de multiples obstacles à la protection des droits humains au Sahara occidental. «Les autorités marocaines empêchent systématiquement les rassemblements en faveur de l'autodétermination du peuple sahraoui et entravent le travail des ONG sahraouies des droits de l'Homme au Sahara occidental occupé», a dénoncé récemment l'ONG Human Rights Watch. Les autorités marocaines «font obstruction au travail de certaines ONG sahraouies de défense des droits de l'Homme sur les agressions physiques contre des militants et des journalistes, en détention ou dans la rue», s'indigne l'organisation dans son rapport annuel de 2019 sur les droits de l'Homme. Par ailleurs, dans un rapport sur l'état des droits de l'Homme au Sahara occidental occupé, l'Association des défenseurs des droits de l'Homme des Sahraouis (Codesa) a abordé les violations commises par le Maroc au cours du mois de novembre 2019 dans les villes du Sahara occidental occupée, où les services militaires et civils marocains continuent de confisquer les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels dans un déni flagrant du droit international, du droit humanitaire et des droits de l'Homme. A ce titre, de nombreuses instances parlementaires dans le monde, ont appelé le Maroc à respecter les droits de l'Homme, à renoncer à confisquer le droit à l'expression, le droit à manifester pacifiquement et demandé la libération des prisonniers politiques sahraouis.

R.I

UA

## L'UA s'inquiète des approches unilatérales adoptées par certains pays face au Covid-19

Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA) s'est déclaré préoccupé par la multiplication des approches unilatérales promouvant des politiques isolationnistes et protectionnistes, qui sapent les valeurs de paix et de vivre-ensemble du continent. Au cours d'une récente réunion sur l'impact du Covid-19 sur la cohabitation pacifique en Afrique, le Conseil a appelé l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à soutenir, par le biais du CDC Afrique, les efforts déployés par le continent pour limiter l'impact de cette tendance, ainsi qu'à faciliter l'accès de l'Afrique aux fournitures médicales nécessaires à la lutte contre le Covid-19, selon une déclaration publiée mercredi par l'UA.

Le Conseil s'est par ailleurs déclaré profondément préoccupé par la propagation incessante de «fausses informations sur la pandémie de Covid-19». Il a en outre déploré «l'exploitation de la crise du Covid-19 par des cybercriminels qui lancent des attaques contre les systèmes informatiques critiques des hôpitaux, ce qui nuit gravement

aux efforts déployés par les Etats membres pour éradiquer la pandémie, et contribue à inciter à la violence contre certaines couches vulnérables de la société, ou à les recruter dans des groupes criminels et terroristes». Le Conseil a en conséquence exhorté les Etats membres de l'UA à continuer à sensibiliser le public à la pandémie de Covid-19, et à encourager leur population à se fier uniquement aux informations officielles diffusées par les autorités sanitaires nationales, par le CDC Afrique et par l'OMS sur toutes les questions relatives à la pandémie.

Il a également exhorté les Etats membres à prendre les mesures nécessaires pour empêcher la diffusion de fausses informations relatives au Covid-19 sur les réseaux sociaux, afin d'empêcher la peur et la panique de se propager au sein de la population. Le Conseil a par ailleurs souligné qu'il était crucial de renforcer l'engagement de l'Afrique à parler d'une seule voix pour défendre et promouvoir les positions et intérêts communs du continent.

R.I

Mali

## L'Accord de paix issu du processus d'Alger, voie privilégiée pour résoudre la crise

La mise en œuvre optimale de l'Accord de paix et de réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger est «la voie privilégiée» pour la résolution de la crise multidimensionnelle que connaît ce pays, a déclaré devant le Conseil de sécurité de l'ONU, le Haut Représentant de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel, Pierre Buyoya. Intervenant lors d'une réunion virtuelle du Conseil consacrée à la situation au Mali, M. Buyoya a estimé que le rôle de la mission de maintien de la paix de l'ONU (MINUSMA) dans la mise en œuvre de cet accord et la stabilisation du pays est «incontournable». «L'Union africaine soutient donc les propositions de renouvellement du mandat de la MINUSMA avec ses effectifs actuels», a-t-il dit. Le Conseil de sécurité devra

voter plus tard ce mois le renouvellement du mandat de la Mission onusienne de paix au Mali.

Le Haut Représentant de l'UA a également rappelé que la situation politique et sécuritaire au Mali et dans la région du Sahel, en général, demeure difficile et requiert des efforts soutenus de l'ensemble de la communauté internationale. «Cette partie de l'Afrique traverse actuellement une triple crise sanitaire, sécuritaire et économique liée au Covid-19. Compte tenu de la situation politique et sécuritaire qui prévaut dans la région depuis longtemps, le dispositif mis en place pour prendre en charge la sécurité au Mali, et au Sahel et au centre duquel se trouve la MINUSMA, doit être soutenu», a-t-il déclaré.

R.I

# contribution

Réunion des 5+5

## «Entreprendre ensemble pour une prospérité partagée en Méditerranée»



Professeur des universités, expert international  
D' Abderrahmane Mebtoul

**Notre rencontre organisée par le Délégué interministériel à la Méditerranée et coordinateur des 5+5, au ministère des Affaires étrangères français, avec les responsables des organisations financières internationales, BM, FMI, OCDE, BIRD, les chefs de file de l'Allemagne qui a été associée à cette initiative accordant une importance à la rive Sud, de la France, l'Italie, l'Espagne, Portugal, Malte, Maroc, Tunisie, Libye et de la Mauritanie se tient dans une situation particulière.**

capitaux, l'évasion fiscale a pris des proportions dangereuses avec une marginalisation croissante de larges couches des populations qui versent dans la pauvreté, un véritable nid pour des tensions sociales futures surtout avec les politiques d'urbanisation anarchiques favorisant des ghettos. Car s'il y a des corrompus, il y a forcément des corrupteurs impliquant une nouvelle gouvernance des dirigeants locaux mais également une nouvelle gouvernance mondiale pour lutter contre ce fléau destructeur. A ce titre, je préconise en tant qu'ancien haut magistrat à la Cour des comptes algérienne entre 1980/1983, premier conseiller et directeur général des études économiques, la création d'une cour des comptes des 5+5 à travers des réseaux des Cours des comptes nationales et ce afin de favoriser l'efficacité de la dépense publique et la mise en œuvre d'affaires saines.

Troisième idée, avoir une vision stratégique du nouveau monde avec le développement des réseaux sociaux qui façonnent de nouveaux comportements et de nouvelles relations sociales, influant sur le mode de gouvernance, fondée sur les activités économiques de l'avenir, la santé, l'éducation, le numérique, l'intelligence artificielle en n'oubliant pas les activités culturelles, de loisirs. Dans ce cadre, la coopération des 5+5 doit faire du bassin méditerranéen un lac de paix et de tolérance. Pour ma part, j'appelle depuis longtemps à la création d'une université euro-méditerranéenne, lieu de fécondation des cultures ainsi que d'une banque et une bourse euro-méditerranéenne dotées d'instruments financiers adaptés à la réalisation de projets concrets et de la création d'un conseil économique et social, lieu de dialogue entre les partenaires économiques et sociaux.

Quatrième idée, une plus grande implication de la société civile en Méditerranée qui a joué un rôle important lors des différentes réunions de la préparation de la réunion des 5+5 où l'Algérie a proposé des projets concrets au nombre de 42, privilégiant les intérêts économiques et la stabilité de la région, tenant compte de la transformation du monde où à côté des États, des entreprises publiques ou privées et des institutions internationales, en ce XXI<sup>e</sup> siècle, la société civile dans sa diversité, avec un rôle plus accru pour la femme dans la gestion de la Cité, aura un rôle déterminant dans les relations internationales à travers des réseaux décentralisés, la récente épidémie du coronavirus ayant montré sa vitalité. C'est dans ce cadre qu'il est utile de rappeler que la réunion des 5+5 de la société civile où près de 200 personnes ont participé à cinq forums thématiques, dans le cadre de l'assemblée des 100 personnalités a essayé de définir concrètement, les moyens et les mécanismes à mettre en œuvre pour tisser des liens forts dans tous les domaines afin de dynamiser la coopération en Méditerranée occidentale, reposant

sur la conviction que la société civile doit être pleinement associée à la définition d'un nouvel agenda positif, par la mise en œuvre de projets concrets en faveur du développement humain, économique et durable dans la région.

Cinquième idée, puisque avec la crise du coronavirus, la commission européenne a dégagé un important effort financier pour soutenir les activités notamment des pays les plus touchés l'Italie, l'Espagne et à un moindre degré la France et le Portugal, pourquoi ne pas impliquer les pays du Maghreb dans ce financement non dans le cadre d'une aide mais d'une coopération gagnant/gagnant à travers la dynamisation de l'investissement porteur du fait que ni l'ancienne initiative de la Méditerranée, ni les accords de Barcelone dont l'Algérie, le Maroc et la Tunisie ont signé l'Accord de libre échange a eu des effets limités. La prospérité du Maghreb, sous réserve d'une nouvelle gouvernance de ses dirigeants, pointe entre l'Europe et l'Afrique, continent de toutes les convoitises et enjeu du XXI<sup>e</sup> siècle aura par ricochet, la prospérité de la rive Sud de la Méditerranée en freinant les flux migratoires.

Sixième idée, le défi écologique pour sauver notre planète, le réchauffement climatique n'étant pas une utopie, mais devant être réaliste, une transition maîtrisée dont les impacts risquant d'être mille fois supérieurs à l'impact du coronavirus impliquant un nouveau modèle de développement mondial, un nouveau modèle de consommation et la nécessaire transition énergétique autour de projets écologiques à valeur ajoutée. L'Algérie qui a eu le dossier de la transition énergétique qui constitue une question de sécurité pour les deux rives de la Méditerranée via l'Afrique tenant compte du bouleversement de la carte énergétique au niveau de la Méditerranée 2020/2025.

La transition énergétique n'est pas simplement un sujet technique, elle est au cœur des politiques de sécurité des États. Il s'agit de passer d'un modèle construit sur une énergie essentiellement fossile, polluante, abondante et peu chère à un modèle où l'énergie est renouvelable, rare, chère et moins polluante. Reste à déterminer combien coûte cette transition, combien elle rapporte et qui en seront les bénéficiaires. Cela implique d'imaginer un nouveau modèle de croissance et de consommation. Le potentiel de l'espace méditerranéen – énergies éolienne, solaire, hydrocarbures – peut faire de cette zone, soumise depuis toujours à des tensions politiques fortes, une nouvelle région énergétique du monde, au carrefour de l'Europe, de l'Afrique et du Moyen-Orient.

Les interconnexions des réseaux et l'optimisation de leur gestion devraient favoriser l'émergence d'une industrie de l'énergie, au service de l'intégration économique des deux rives. L'énergie appa-

raît donc comme un puissant facteur de coopération et d'intégration entre les deux rives de la Méditerranée.

Alors quelles perspectives ? Je tiens à rappeler que nous avons analysé avec plus de 58 experts, politologues, diplomates, économistes, sociologues, historiens, juristes, militaires, les mutations géostratégiques, militaires, politiques, sociales, culturelles et économiques en Méditerranée au sein de la revue IEMed en 2017, dirigé par un ancien ministre des Affaires étrangères de l'Espagne et préfacé par la commissaire européenne du chargée du voisinage où j'ai participé sur le thème de la transition énergétique en Méditerranée. Avec mes amis, depuis de longues décennies, ardent défenseur d'une intégration euro-méditerranéenne, les professeurs Jean Louis Guigou, Daniel Schossler et bien d'autres experts en énergie des deux rives, nous militons pour une communauté méditerranéenne de l'énergie du fait que les besoins électriques des deux rives sont complémentaires et que l'Algérie du fait de ses potentialités tant en hydrocarbures traditionnels conventionnelles et non conventionnelles et surtout de son potentiel solaire est un acteur pivot de cette coopération au niveau de la région : la pointe de consommation d'électricité en Europe se situe en hiver, alors que dans les pays du Sud, elle se situe en été. Le sud de la Méditerranée est mieux placé que le nord pour exploiter les énergies renouvelables. L'ensoleillement y est deux fois plus important. Quant à l'éolien terrestre, il y a des sites extrêmement favorables, notamment sur la bordure Atlantique, avec des durées de fonctionnement qui sont le double de celles des sites allemands ou français. Il est tout à fait imaginable d'échanger de l'électricité tantôt dans un sens tantôt dans l'autre : l'électricité conventionnelle de l'Europe vers l'Afrique dans les périodes d'été ; l'électricité d'origine renouvelable de l'Afrique vers l'Europe dans les périodes d'hiver. Le déficit structurel européen et la forte hausse de la demande de la rive sud impliqueront à l'avenir de construire les éléments d'un partenariat qui dépasse le modèle classique fournisseur-client.

En conclusion, je tiens au nom du président de la République algérienne et de toutes les autorités de mon pays, ainsi que de la société civile à vous remercier encore pour cette aimable invitation et à réitérer la position de l'Algérie qui a toujours été animée par la stabilité, la paix et le développement durable au niveau de notre région : une nouvelle gouvernance mondiale, la paix dans la région et un partenariat gagnant/gagnant fondé sur un co-développement, loin de tout préjugé de domination, devant certes être réaliste, dans les relations internationales n'existant pas de sentiments mais que des intérêts mais devant trouver lors des négociations un équilibre relatif. Ce sont les axes pour entreprendre ensemble afin de permettre une prospérité partagée au sein des deux rives de la Méditerranée qui devrait connaître entre 2020/2030/2040 une profonde reconfiguration géostratégique dans les domaines, sécuritaires, économiques, sociales et surtout culturelles acteur déterminant en ce XXI<sup>e</sup> siècle.

A. M.

Le monde est confronté à une crise mondiale jamais inégalée depuis 1928/1929, touchant la sphère réelle différente de celle de 2008 où selon le rapport de la Banque mondiale du 8 juin 2020, la croissance de l'économie mondiale sera négative de moins 5,2% avec des répercussions négatives pour 2021, un taux de croissance négatif en 2020, le taux de croissance prévu en 2021 de 4,2% est un taux de croissance faible, se calculant par rapport à la période précédente, en 2021 donnant en terme réel, entre 1 et 2%, avec pour conséquence une baisse du revenu moyen d'environ 3,6% et d'importantes poches de pauvreté au niveau mondial. Cela impacte fortement toutes nos économies avec des intensités différentes posant la problématique d'une nouvelle régulation sociale conciliant l'efficacité économique et une profonde justice sociale pour éviter une implosion sociale qui déstabiliserait toute notre région

C'est dans ce cadre que le président de la République Abdelmadjid Tebboune m'ayant donné son accord pour représenter l'Algérie, le remerciant pour la confiance témoignée, je tiens au nom de mon pays à assurer les organisateurs de cette heureuse initiative, comme cela a été souligné avec force par le ministre algérien des Affaires étrangères à Marseille, en juin 2019 que l'Algérie fera tout pour que cette initiative soit un succès afin de faire du bassin méditerranéen un lac de paix et de prospérité partagé, fondé sur le dialogue des cultures, le combat contre toute forme de racisme et d'extrémisme, la diaspora du fait de ses importantes potentialités maghrébines et africaines pouvant y contribuer. A cette occasion, je tiens à formuler six idées directrices, toute démarche scientifique devant partir du général au particulier en identifiant les actions prioritaires : selon la règle des 80/20%, 80% d'actions mal ciblées ont un impact de 20% mais 20% d'actions bien ciblées ont un impact sur 80%.

Première idée, résolution des conflits dans la région dans le cadre du droit international et sous l'auspice des Nations unies, et en privilégiant la dialogue, comme le recommandent l'Algérie, Moyen-Orient, Libye, Mali, Sahara occidental afin d'éviter le développement du terrorisme et de la misère qui risque de déstabiliser la région et sans la résolution de ces conflits tout projet a un impact forcément limité.

Deuxième idée, la démocratisation de la société tenant compte des anthropologies culturelles, source d'enrichissement mutuel et la moralisation des relations internationales surtout dans notre région où la corruption à travers les transferts illicites de



# régions

## INFO EXPRESS

Le maire des Zianides à la Nouvelle République (Tlemcen)

**«Nous sommes capables de relever le défi»**

«Il est temps d'en finir avec les méthodes de gestion archaïques et songer à prendre réellement en charge les véritables carences, seule issue permettant de rétablir la confiance du citoyen et de son administration». C'est ce que nous a indiqué, jeudi dernier, le maire de Tlemcen lors d'une brève entrevue. Ce dernier nous a fait savoir qu'il a hérité d'une gestion confuse après le constat qu'il a fait au niveau du parc communal où une dizaine de camions endommagés peuvent être réparés, alors que des Partners sont dans un état de délabrement. Cependant, poursuit notre interlocuteur, «notre mission envers notre patrie et notre foi nous oblige à lutter contre les effets de la corruption et d'ailleurs, nous avons pu éviter le gaspillage de 6 milliards destinés au paiement des factures déjà faites pour la réparation de ces camions confiés à un privé», a-t-il affirmé, optant pour un contrat avec l'entreprise étatique Sonacom. Ainsi, a-t-il dit, ce matériel nous a facilité notre tâche principalement en matière de nettoyage de la ville, sur ce plan-là, la priorité est accordée à la propreté d'une ville comme dans le vieux temps où le camion-citernes se charge du rejet d'eau au centre-ville dès les premières heures matinales. D'autre part, les panneaux de signalisation seront reconvertis en LED, en plus du renforcement de l'éclairage destiné à l'embellissement de la ville. Sur un autre plan, la réorganisation administrative interne après le remaniement opéré suivi du retour des anciens cadres marginalisés par l'ancien P/APC a été d'un grand apport dans toute sa grandeur, a-t-il conclu.

S.T.Smain

## Boumerdès

# Une histoire à raconter sur les Issers

On dit que cette ville a été créée par la grande tribu des Issers par arrêté préfectoral du 18 novembre 1971.

**Qui est le premier venu, la poule ou l'œuf ?**

Bordj Menaïel ou les Issers, là n'est pas le problème, sa proximité d'Alger, de Boumerdès et de Tizi Ouzou, donc de la mer également, la fertilité de ses terres et sa qualité de ville relais font que la ville d'Issers a été, et est le passage obligé qui relie les différentes régions de la Grande Kabylie. Le climat est caractérisé par des hivers rigoureux et des étés chauds. De par sa situation géographique, la ville d'Isser se situe à 60 km à l'Est de la capitale, dispose d'importants axes routiers qui lui permettent la desserte du Sud menant vers Chabet El-Ameur, Tizi Gheniff, les Ouadhias, Draâ El-Mizan et Boghni et de l'Est vers la wilaya de Tizi Ouzou, au nord vers Zemouri Bahri, Cap Djinet. L'autoroute reliant Alger à Tizi Ouzou passe par le centre ville des Issers, a cela s'ajoute un réseau ferroviaire reliant Alger à la Grande Kabylie.

Les grandes familles originaires de cette charmante ville se comptent sur les doigts d'une main, telles que les Bouhanik, les Adjal, Oukal, Zouak, Belaïd, Mansouri, Abdelhak, Kader, Tizarouine. L'histoire citait dans les annales que la tribu des Issers sous l'occupation turque était la plus importante tribu. Les habitants des Issers, Isserville et de la région surnommant la ville par l'appellation de Khemis Isser à cause de l'importance accordée au marché du jeudi (marché hebdomadaire). La ville des Issers dispose d'un tissu in-

**Les Issers ou Isserville, c'est kif-kif, deux villes jumelées qui ne font qu'une, elles comptent parmi les villes algériennes les plus anciennes, cette ancienneté s'explique par la situation géostratégique de son vaste territoire de la grande tribu de Larâch Ysseriyine. Elle possède une grande histoire qu'il faudrait raconter aux générations futures, c'est de là qu'est parti le grand saint Sidi Abderrahmane el-Thaâlibi dont Alger la capitale porte le nom, il est venu d'El Ghious, village entre Isserville et Chabet el Ameur, il a étudié le Saint Coran. Les Issers faisaient partie de la daïra de Bordj Menaïel.**

dustriel relativement dense tissé autour de la grande entreprise Socotyde. De la Tabacoop, de l'unité EPRC, d'un grand marché hebdomadaire ainsi que d'autres unités de production qui ne sont pas de moindre importance, telles que les unités et les entreprises dépendant du secteur privé (zone industrielle). Il existe une coopérative apicole de traitement du miel. A travers les siècles, la région des Issers à construit sa renommée : ville d'accueil et de prospérité, elle a vu se succéder des civilisations. L'expansionnisme des Turcs vers le nord du pays s'est concrétisé par la mise en place de postes militaires afin de mettre fin à l'insurrection et à l'anarchie qui n'ont été possibles que grâce à l'appui de certains chefs de tribus. Les Issers Larâch faisaient partie sous la domination turque de la grande famille des Issers qui s'étendait de Dellys jusqu'au Bénidjaâd (Palestro et Alma actuellement Lakhdaria et Boudouaou) et qui était partagée en cinq fraction, à savoir sser Larâche, Isser Djedian, Isser Ouled Smir, Isser El Ouïdian et Isser Ras El Oued. Des modifications successives suite à divers événements de guerres ont longtemps agité cette contrée des Isser Larâch qui a été constituée

en un commandement distinct, par une décision du gouverneur général en date du 25 juillet 1963. A dater de ce jour, ils ont formé une tribu séparée. Le décret impérial de la tribu des Issers Larâch pour être soumise aux opérations prescrites par le Sénatus-consulte du 22 avril 1863, la grande tribu des Issers formait la plus puissante des tribus avec la région d'El Ghious, Bouchakour, Chabet El-Ameur de la de la période turque.

**La ville de Sidi Abderrahmane el-Thaâlibi**

La ville qui a vu naître le saint Sidi Abderrahmane el-Thaâlibi connaît une affluence record d'automobilistes venant des villages avoisinants, ce qui crée des embouteillages monstres au centre-ville. Les Issers est un centre urbain. La ville chère aux Tizaouïne Belaïd, Bouiri, Bouhanik, Adjal Abdelhak, Slimani Zouak, Chetta Mansouri, Gharbi Guechtouli Oukkal est le passage obligé pour se rendre à Chabet El-Ameur, Tizi-Gheniff, Draâ El-Mizane, Tizi Ouzou via Boghni, Ouadhias ou Bouira via Mkira. Les vendredi et jeudi de chaque semaine, des centaines de véhicules empruntant l'avenue principale passent par le centre-ville des Issers, créant parfois un bouchon de trois kilomètres, outre l'impossibilité de dénicher une place pour stationner.

Cette situation plus que préjudiciable particulièrement pour les citoyens habitant le centre-ville est devenue par la force des choses stressante. Les autorités locales doivent se pencher en urgence sur l'établissement d'un nouveau plan de circulation qui sans l'ombre d'un doute serait le bienvenu et qui serait certainement d'une grande utilité d'autant plus qu'il servira à réguler la

circulation d'une part, et à atténuer les flux et les bouchons qui se multiplient entre l'entrée et la sortie de la ville d'autre part. La ville des Issers est plus connue par *Madinate Lakhmisse* en rapport à son prestigieux marché hebdomadaire qui se déroule chaque jeudi, un marché d'une grande importance pour cette commune mais qui est mal géré par les autorités locales. Des nuisances sont causées aux citoyens, n'est-il pas urgent de procéder à quelques changements pour y mettre fin. Il faut reconnaître à la ville des Issers sa situation socio-économique, étant donné qu'elle dispose de pas mal d'unités industrielles, telles la firme Socothyd, l'unité de chocolaterie Délice, l'unité Saeg, la grande unité de la Tabacoop. Elle possède la plus grande École supérieure des officiers et sous-officiers de la Gendarmerie nationale, une école de formation professionnelle des plus modernes, une salle omnisports, une piscine dernier cri, un merveilleux stade de football avec pelouse synthétique dernière génération (malheureusement, son équipe la JSII vient d'être dissoute). La construction d'un grand pénitencier des plus modernes va voir le jour incessamment.

Les infrastructures ne font pas défaut au niveau de cette localité, le problème est d'ordre organisationnel.

Les vrais habitants originaires de cette localité sont tous des Isservillois occupant le côté sud de la ville.

Autrefois, durant la colonisation, les gens descendaient à la gare routière (train) située à presque deux kilomètres puis il y a eu la construction de la mairie à égale distance Issers-Issers-ville puis la construction d'un stade de football, une mesure nécessaire, judicieuse et vitale pour unir deux cités mitoyennes.

La ville des Issers n'a jamais cessé d'éclairer depuis l'époque médiévale par ses zaouïas. Sa lumière scintille à travers son homme de religion Sidi Abderrahmane el-Thaâlibi avec son art, sa culture, son savoir incarné et distillé par une lumière désormais éternelle.

Kouider Djouab

## Relizane

# La cité DNC croule sous les ordures

Devant la situation alarmante de leur quartier devenu un sanctuaire pour les rats, les serpents ainsi que les chiens errants, les habitants de la cité DNC, côté Ouest de Relizane-ville, viennent de saisir par écrit le wali, Mme Nacera Brahmî, en lui demandant d'intervenir auprès de l'APC pour obliger ses services à l'enlèvement des tonnes d'ordures qui s'amoncellent dans leur espace de vie. Dans une longue pétition adressée au premier responsable de la wilaya, les citoyens de ce quartier ont argué du fait que leur quartier occupe une position, stratégique et est situé à deux kilomètres seulement du centre-ville de Relizane, encastré entre



les cités CNEP Inférieur et Bâtiment Tlayane, son environnement est défiguré par les déchets ménagers qui ne sont pas enlevés par les services de la commune, et eux-mêmes, ils n'arrivent pas à comprendre l'indifférence à leur égard des services d'hygiène qui se targuent pourtant de mener chaque semaine des campagnes d'assainissement et de stérilisation des lieux publics dans les autres quartiers et établisse-

ments publics. «Pourtant, nous n'avons cessé de saisir régulièrement, par des écrits adressés au délégué communal de la cité DNC, au président de l'APC lui-même et même au chef de la Daïra», disent-ils. Et de révéler que les tas de déchets s'amoncellent derrière la mosquée depuis bientôt trois mois que les travailleurs de l'assainissement de la commune n'ont pas enlevés. De guerre lasse, des habitants du

quartier ont mis le feu à ces déchets ménagers mais cela a créé un autre problème aux habitants, notamment les personnes asthmatiques et souffrantes d'autres maladies chroniques. «Et avec ça, tout en s'abstenant d'intervenir, les responsables de la commune ne font que nous promettre placidement que la situation va s'améliorer», ont ajouté les habitants la mort dans l'âme. Et ils ont conclu en mettant en garde les autorités sur d'importantes infiltrations provenant d'une conduite des eaux usées qui se déversent dans le quartier faisant planer la menace d'un danger sanitaire lors des grandes chaleurs de la période estivale.

N.Malik

## INFO EXPRESS

**Aïn Defla  
Port du masque, révélateur de civisme et de respect d'autrui**

Des professionnels de la santé à Aïn Defla ont souligné l'importance du port du masque dans la lutte contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), observant que le recours à ce moyen de protection constitue un signe de civisme et de respect d'autrui. Même si, dans l'ensemble, une stabilisation de la situation sanitaire inhérente à la propagation du

redoutable virus a été notée, la vigilance doit être de mise pour contrecarrer une éventuelle deuxième vague de la pandémie, ont-ils recommandé, appelant à l'adhésion de la population à cette démarche salutaire. «En dépit d'un certain nombre d'indicateurs épidémiologiques attestant d'une baisse de la virulence du virus, il n'en demeure pas moins que l'observation des gestes barrières, dont le port de la bavette, doit constituer un réflexe pour la population», soutient d'emblée le Dr Belabassi Omar, spécialiste des maladies respiratoires et allergiques au sein de l'Établissement public hospitalier (EPH) de Aïn Defla.

R.R

## Mots fléchés

Police parallèle Zone d'usines		Uni par paire		Est bien utile Interjection		Lisier		Obstination
		Billet à ordre Bizareries						
Nouer Prénom de ventura						Route nationale Captures d'ondes		
				Garde pour lui Lasagnes ou raviolis				
Châtaigne ou marron Fortification				Entre le nord et l'est A été radieux				
						Administrée		
Glacée	Fière Exprima une idée							
				Petite crêpe fourrée Jaune précieux				
Sur ré Un jour passé		Illusion Soleil antique						
				Filter du corps				
Nicolas il fut le dernier				Jeu de nappes-rons				

## Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								
XII								

### HORIZONTALEMENT

I. Opérations de rénovation. II. Qui n'arrive pas à se décider. III. Le grand est vivifiant. Communauté européenne. V. Ville de Lorraine. VI. Qui manque de compagnie. VII. C'est la solution. Chaîne du groupe TF1. VIII. Terre des Rétais. Reste solidement attaché. IX. Bien utile au violon. X. Flairer quelque chose. XI. Règle en équerre. Le nouveau est petit. Secteur postal. XII. Qui a le cœur battant. Sort en cas de doute.

### VERTICALEMENT

1. Parcourir des yeux. Fine étoffe pour un col. 2. Terminaison verbale. Dépouiller de son écorce. Spécialité vietnamienne. 3. Fruit du jardin. Cotisation sociale. 4. Mets de la couleur. Stimulante dans la tasse. 5. Elle vit au Proche-Orient. 6. Spectacle japonais. Prénom féminin. 7. Dans un pot de colle. Tissu pour costume léger. Qui provient de. 8. Pays de Stockholm. Pour la troisième fois. Indique que c'est l'après-midi.

## Mot mystère

- |             |             |           |
|-------------|-------------|-----------|
| ABATTIS     | FRONDE      | RENARDEAU |
| ACCOUPLE    | GITE        | RESERVE   |
| AJUSTER     | HAMPE       | ROUTE     |
| AMEUTER     | HURE        | SACRE     |
| ARRET       | JARRE       | SETTER    |
| BATTRE      | LEVIER      | SOLITAIRE |
| BUISSON     | LION        | SOUCHET   |
| CANETTE     | LYNX        | TERRIER   |
| CARTOUCHE   | ORION       | TIGRE     |
| CHIENNE     | ORTOLAN     | TIRER     |
| CLABAUDE    | OUTARDE     | TROCHES   |
| CYNEGETIQUE | PERDRIX     | TROLLE    |
| ECHASSIER   | PEUPLER     | VENEUR    |
| EIDER       | QUARTANNIER |           |
| ELAN        | RAIRE       |           |
| ENGINS      | RALE        |           |
| EPAULER     | RAPPORTER   |           |
| EPERVIER    | RATER       |           |
| EPREINTES   | REMISE      |           |

R	E	A	E	U	Q	I	T	E	G	E	N	Y	C	E	S
R	E	L	U	A	P	E	U	P	L	E	R	L	A	P	A
E	R	V	A	F	R	O	N	D	E	E	A	E	R	M	C
N	I	E	V	R	E	S	E	R	M	B	D	E	T	A	R
A	A	N	I	B	R	P	I	I	A	R	L	N	O	H	E
R	R	E	D	I	E	A	S	U	A	P	O	Q	U	S	T
D	R	U	A	R	T	E	D	T	U	S	U	R	C	N	R
E	E	R	V	I	S	E	U	O	S	A	E	H	H	I	O
A	T	I	L	O	U	O	C	I	R	M	I	T	E	G	P
U	E	O	R	T	J	C	U	T	R	E	R	I	T	N	P
R	S	I	T	T	A	B	A	C	N	U	T	T	U	E	A
N	O	I	L	N	A	N	A	N	H	T	G	A	O	E	R
N	G	S	E	T	N	I	E	R	P	E	R	D	R	I	X
A	I	T	T	I	S	E	H	C	O	R	T	O	L	A	N
L	T	R	E	C	H	A	S	S	I	E	R	R	A	J	Y
E	E	R	G	I	T	R	O	L	L	E	V	I	E	R	L

## Le mot manquant

Dans la citation suivante, un mot a été supprimé :

«J'étais furieux de n'avoir pas de souliers; alors j'ai rencontré un homme qui n'avait pas de pieds, et je me suis trouvé content de mon .....

Est-ce le mot :

A : Solitaire ? B : Destin ? C : Sort ?

(Proverbe Chinois)

## Solutions du numéro 594

### Mots fléchés

T	M	P	A	A	A	E
T	O	R	E	F	A	I
F	L	L	A	V	O	N
F	E	U	E	T	I	C
A	X	A	Z	N	A	G
C	O	T	E	D	I	D
T	O	U	Q	U	E	M
N	A	T	S	V	U	N

### Mots croisés

A	T	A	L	A	N	T	E
P	A	C	I	F	I	E	R
P	R	A	L	I	N	E	S
C	R	I	C	A	N	I	N
G	R	I	S	V	A		
G	O	A	M	E	G	A	
I	T	A	A	E	L		
A	S	P	I	R	E	R	A
T	A	G	I	T			
U	N	I	R	C	A	S	
B	R	O	N	E	O	R	E
F	N	S	C	I	F		

### Le mot manquant

«La pensée est plus qu'un droit, c'est le souffle même de l'homme. Qui entrave la pensée, attente à l'homme même.»

(Proverbe Victor Hugo)

### Mot mystère

BAPTISTE



## L'exil fécond



Par Kamel Bouchama (auteur)

**Les faits relatés dans ce livre sont inspirés de la réalité vécue. Cependant, toute ressemblance avec des personnages réels, ayant existé ou existant toujours, n'est que pure coïncidence et ne relève point de la volonté de l'auteur. Mais, qui se sent morveux... se mouche !**

L'auteur

Le service des domaines pense que sa déclaration est en deçà de la réalité et, tenez-vous bien... pour quelques sous dirions-nous. Pas plus ! Une somme modique et peut-être négligeable dans notre jungle où nos responsables usent et abusent des deniers et des biens de la communauté des animaux. J'ai à te raconter un autre exemple de droiture aussi édifiant que ce dernier. Je te le donne en clair pour que tu sois bien informé sur la manière de gouverner dans cette jungle qui a réglé, depuis fort longtemps, tous ses problèmes avec ses habitants. Il s'agit d'une malheureuse affaire qui s'est terminée dramatiquement et dont a été victime le léopard qui exerçait au rang de grand Chancelier de la jungle. De quoi a-t-il été victime, me demanderas-tu ? Je te vois impatient de connaître la suite de cette affaire. Tout simplement de son honnêteté et de la crainte d'être mal jugé par l'opinion publique. Eh oui, de son honnêteté et de cette phobie d'être sévèrement déconsidéré ou peut-être réprimandé par les habitants de la jungle ! T'imagines-tu ce grand chancelier mettre fin à ses jours parce que des agents fouineurs ont eu vent d'un prêt qu'il avait contracté pour l'achat de sa tanière, avec un taux de remboursement préférentiel et l'ont révélé au public ? Pourtant ce n'était qu'un prêt, qui était reconnu par lui-même et qui devait être remboursé selon un échéancier établi par l'intendant de la jungle ! Sacré Chancelier qui n'a pu supporter la vindicte de ses pairs ni la moindre atteinte à son honneur, est allé directement vers sa perte en se faisant oublier pour toujours. Il ne voulait pas traîner derrière lui ce qu'il considérait comme un affront insupportable ! Après ces deux chroniques d'une riche portée sur le plan du respect de l'autorité, voyons maintenant ce qui se passe dans notre jungle en matière de règlement de certaines de nos situations qui dépassent de loin ce que nous venons de connaître. Car ces dernières, surgies dans un espace comme le nôtre, ne deviennent que de petites choses sans importance. Des brouilles, en quelque sorte ! C'est du travail d'amateurs diront nos spécialistes qui s'adonnent aux détournements de sommes astronomiques et qui se jouent des lois et des consciences

**«La littérature ne saurait se séparer des systèmes idéologiques au sein desquels ou même contre lesquels elle se forme. Elle est engagée malgré elle. Qu'ils le veuillent ou non, les plus farouches partisans de l'art pour l'art expriment encore une vision particulière du monde et de la cité».**

William Marx

des animaux tout en les trompant avec insolence. Évoquons ce mauvais souvenir qui a défrayé les annales de l'Histoire de notre jungle. Il s'agit de notre intendant. Convoqué par le substitut des animaux, il se présente au prétoire, lors de ce procès altéré d'une manière qui dépasse l'entendement, et déclare dans une attitude qui relève de l'inconscience, voire même du mépris – parce que nous sommes entichés de cette «qualité» – qu'il est désolé de n'avoir pas été attentif et rigoureux pour gérer convenablement ce dossier du siècle qui a induit un préjudice considérable à l'économie de notre jungle. Rien que ça ! Ce même intendant n'a pas été inquiété ni même remis à l'ordre puisqu'il y avait des «lampistes» – dans votre langage – qui allaient payer à sa place ! Lui est toujours là, à l'heure où je te raconte cette histoire. Il est là, narguant les honnêtes animaux, comme si de rien n'était... Il sera toujours là, certainement, dans une autre mission ou ne sera peut-être plus là, par miracle, mais je tiens à édifier les jeunes animaux de notre jungle sur ce qu'a été, pendant une longue période de démission, cette conjoncture où l'on a porté de graves atteintes à la morale, à la dignité et au patrio-

moine. Je te donne également un autre exemple de cette décrépitude, tant au niveau des mœurs qu'au niveau de la gestion des affaires publiques. Je m'excuse de les raconter comme cela, crûment et brutalement, car je me lance, encore une fois, dans un autre réquisitoire, sans en rougir ou sans avoir la moindre crainte d'être admonestée. Et d'ailleurs pourquoi le serai-je puisque je ne suis pas coupable de ces grands méfaits ? Mais enfin, dois-je mettre les gants, ramper ou peut-être me taire comme de nombreux hypocrites qui nous entourent, pour ne pas «chatouiller» la susceptibilité de certains dignitaires, je te le demande ? De toute façon, la littérature, comme disait un auteur de votre espèce, ne fait pas vraie : c'est son honneur. Rien de tel que de singer le réel pour le faire fuir. Et comme le réel n'est jamais donné, il est donc à conquérir. Allons-y, continuons vers la conquête du réel... et le réel ici signifie la vérité ! Un pont, bien de chez nous, en l'occurrence un taureau, installé aux commandes d'une structure devenue obscure et quelque peu obsolète dans notre jungle – à cause de son inefficacité –, et malgré son indigence intellectuelle, profite de sa présence à ce poste pour mener un train de vie que d'aucuns n'auraient espéré atteindre et cumuler de quoi assurer ses vieux jours et ceux de plusieurs générations de sa descendance, par des moyens que l'ont sait. Mais au fait, qui disait que la responsabilité, dans notre jungle, n'est qu'une charge, plutôt qu'une contrainte, et qui ne saurait être une situation de rente ? C'était les «dingues d'avant», ceux-là mêmes qui avaient soi-disant des «principes», ces empêcheurs de tourner en rond, qui s'exprimaient de la sorte. Pauvres malheureux ! Avant cette «aubaine», le taureau vivait modestement comme les autres animaux. Il se retrouve un peu plus tard, à partir de cette fonction et à cause de la dégradation du système dans une jungle hélas trop usée par les malheurs, assis confortablement sur un fauteuil à la droite du roi. Quelle ascension vertigineuse ! N'est-ce pas une sacrée élévation pour un animal qui contraste avec tout ce qui

a trait, de près ou de loin, à l'intelligence, au savoir-faire et même au savoir-vivre ? C'est là où nous tombons à la renverse et c'est là où l'on se croit, vraiment et franchement, dans un royaume qui ne respecte plus aucun principe et qui ne se soucie guère de ses habitants dont il se moque éperdument de leurs sentiments. Un esprit de frustration s'empare de toute la faune animale et, pendant ce temps, notre taureau ne s'arrête pas de la narguer avec son mépris, son ignorance, et sa fortune miraculeuse... acquise en peu de temps – on se doute de la manière –, et pourtant, il n'a jamais été brillant ! Quelques temps plus tard, il est remercié par le truchement des élections. Les règles démocratiques ont été appliquées, nous dit-on. D'ailleurs chaque fois on nous raconte les mêmes niaiseries, comme si les animaux de la jungle allaient croire facilement ce discours par trop fantaisiste et, sans aucun doute... insipide. Notre taureau est redevenu tel qu'il était initialement un «moins que rien». Il est acculé de partout. Il est tombé maintenant, il faut sortir les couteaux, les aiguises, et le dépecer selon la loi de la jungle. Je disais qu'il est redevenu ce qu'il était avant. Oui, il n'est rien du tout sur le plan politique, c'est sûr. Mais sur le plan social, il en est sorti avec beaucoup de moyens, comprenez avec beaucoup d'espèces sonnantes et trébuchantes, qu'on ne saurait lui reprendre aujourd'hui, parce que la gomme des décideurs de la jungle est passée par là pour effacer toutes les traces d'accusation au cas où la justice s'en mêlerait pour reverser à la jungle son bien. Il n'est pas le seul à avoir bénéficié du «coup de gomme», hélas. Ils sont légion ! Sommes-nous en train d'assister à l'agonie d'un pouvoir qui n'a rien tenté pour se corriger et qui n'a rien fait pour s'améliorer ? Rien n'est clair dans le royaume des fourbes et des serviles impénitents. Oui, rien n'est clair quand le taureau, faisant fi de la réprobation unanime et de toutes les règles qui président aux destinées de la jungle, s'arroge le droit de s'emparer d'une belle ferme ! Ce qui équivaut chez vous les humains, à un grand palace, ou à un grand «bunker», pour rester dans le style de vos «maquignons», que j'affuble d'une épithète dépréciative. Avec quoi, me diras-tu ? C'est-à-dire avec quelle force ou, si l'on se place dans une logique intelligente, avec quel procédé ? Vraiment, je ne saurai te répondre, puisque il ne m'est jamais venu à l'esprit de connaître un animal, aussi grand soit-il – au niveau de la responsabilité évidemment – qui puisse s'acquiescer une grande ferme en toute propriété, moyennant une somme faramineuse, affirme-t-on, une somme qu'il n'avait même pas rêvée la posséder, il y a peu de temps. En réalité, personne n'ignore le «procédé». Il est connu, il est même crié et décrié sur tous les toits. Il s'agit – en sus de la corruption florissante ordinaire – de moyens dissimulés dans une logique d'un système rentier, qui équivaut à une combine mafieuse dite «d'avantages liés à la profession»... une expression cruelle et «proliférante» dans un pouvoir qui se mord la queue. Une expression fort choquante pour les honnêtes responsables quand elle n'est pas employée à bon escient, mais avantageuse chez les insatiables de notre jungle, puisqu'elle leur permet de ne pas s'arrêter au seuil de la clairière mais de continuer pour se saisir de toute la

plaine et, pourquoi pas, de tout l'espace. Par contre, dans la jungle que je viens de quitter, l'animal qui est à la même responsabilité est hautement plus qualifié sur le plan de la compétence et de la prestance. Il a été choisi, selon de vrais critères, parmi les meilleurs de la jungle. Un bel étalon, d'une lignée noble venant de ces chevaux racés qui possèdent de riches pedigrees. Son travail est aussi clair que ses sentiments vis-à-vis de ses pairs ou de ses ambitions qui restent mesurées et, surtout légitimes. C'est la noblesse qui s'exprime, me diras-tu ! Tu vois, il est pénible pour moi de parler des autres, ces autres qui ont décollé il y a très longtemps et qui volent haut, très haut, dans les cieux de l'espérance et de la prospérité. Ainsi, ce n'est pas de gaieté de cœur que je fais la comparaison aujourd'hui, puisque nous sommes les perdants sur le plan de l'équivalence, de même que je ne me réjouis pas de glorifier les autres, ceux avec qui nous avons assurément un bon nombre de contentieux. Cependant, il faut parler franchement pour savoir à quel rang on doit nous placer dans le hit-parade de la dépréciation et de la péremption... Il faut dire cette amère vérité pour connaître notre propre valeur. Ce que je te dis est d'autant plus juste car, dans notre jungle, on ne peut prétendre arriver, comme dirait l'autre, à la cheville de ceux que je viens de quitter en matière d'intégrité, que ce soit dans le choix des responsables ou dans la répartition de hautes missions. En effet, comment ne t'insurges-tu pas contre les nôtres quand tu vois se propager, devant toi, des pratiques récurrentes, éhontées, insolentes... Oui, insolentes parce qu'elles se font au vu et au su de tous ! Comment cela ? Je vais m'approfondir dans le même sujet, celui que je suis en train de dénoncer.

- Ne sais-tu pas que chez moi, à l'instar des autres jungles, il y a, à la fin d'une période donnée, le renouvellement des représentants des animaux par le biais d'un choix qui se veut légal, propre et honnête – comme l'affirment ceux d'en haut – pour présider aux destinées de la jungle selon des textes et des lois. C'est un peu l'Assemblée de gens élus, dans votre environnement des humains, celle où votre chef ne peut espérer avoir le privilège de s'asseoir un jour dans son enceinte s'il n'a pas les critères requis. Généralement – et c'est là l'orientation générale chez ceux qui se respectent –, il faut présenter les meilleurs, les plus dynamiques, les plus compétents et surtout les plus engagés pour assurer le développement de la jungle et la prospérité de ses animaux. Chez moi, rien de cela. La mise en pratique des bonnes orientations... tintin ! Il est en effet clair que présentement hélas, il n'y a dans la mouvance que nous avons souhaitée égalitaire, ni un projet cohérent, ni des forces organisées et préparées, ni même la volonté sincèrement déclarée pour un changement qualitatif afin d'arriver à mettre en place des organismes crédibles d'un pouvoir qui se respecte. De là, également, on ne peut que vivre cette impuissance à juguler le mal qui nous ronge car, au lieu de progresser dans la voie du changement, le vrai et le concret, nous reculons lamentablement. Nous faisons un peu comme vous, quand il s'agit de choisir vos candidats à ce que vous appelez la «Chambre des députés» ou la Chambre basse, parce que vous avez une autre «Chambre haute». Celle-là, paraît-il d'après quelques déclarations de vos compatriotes, les hommes politiques, appuyés par des écrits de journalistes, ne sert que de caisse de résonance où se font et se défont les alliances d'une génération qui n'a plus rien à donner pour votre pays.

(suite en page 13)



Vous aussi, vous avez des problèmes, j'allais dire de sérieux problèmes, si je me réfère à l'un de vos cadres honnêtes qui affirme : «L'aveu de dérives ainsi recommencées malgré tous les changements laissent entières les questions de l'avenir. Faute à l'heure actuelle d'une alternative politique démocratique permettant de mettre enfin en place quelques institutions crédibles d'un Etat, la décision et la responsabilité restent aux mains du pouvoir». Et ce pouvoir, malheureusement, comme chez nous, est incapable de bouger pour arranger les choses. Car chez nous, il voit se profiler des actions mafieuses mais il ne fait rien pour sévir ou, dans un degré moindre, pour remettre de l'ordre. «La logique est en panne. Elle est grippée. Elle toussé du sang», comme disait quelqu'un d'intelligent et de raisonnable, dans notre jungle.

La logique est en panne, oui ! Car pendant ces renouvellements d'instances, nos animaux ont osé offrir beaucoup de provisions, des quantités énormes, ce qui équivaut chez vous à beaucoup d'argent. Et pourquoi, me diras-tu ? Eh bien, pour représenter une jungle «qu'ils ne connaissent pas, des animaux dont ils ont bu le sang et la sueur à coups de ces maudites provisions, calculées en maudits milliards justement, qui ont mis la jungle à plat». En attendant, les troupeaux d'animaux dans notre jungle, parce qu'ils n'ont plus de repères, rasant tout devant eux, même les repères des autres. De ce fait, et après des années de choix plus ou moins corrects, peut-être passables, en comparaison avec d'autres jungles de pays civilisés, on en est arrivé à élever les ventes de places en passant aux milliards. Et comme les animaux honnêtes ne savent pas ce qu'est cette somme étonnante, il ne faudrait jamais penser qu'un jour ils présenteraient leur candidature. De toute façon, concernant ceux-là, les humbles et les honnêtes, «même s'ils avaient cette provision, ils ne la donneraient pas pour cela car à chacun ses valeurs !» La conjugaison de ces moyens n'a pas le même sens partout, encore moins chez les animaux qui travaillent durement pour les avoir. Oui, à chacun ses valeurs, car donner de l'argent pour se faire une place dans le gotha des dirigeants de la jungle, est une pratique au-delà de l'insolence. Mais, c'est là notre sort de l'ordinaire, il n'est pas comme les autres, quoi de plus étonnant ! Il ne faut pas s'attendre à mieux que ça. De même qu'il ne faudrait pas se surprendre des frasques et des impertinences qui se produisent chaque jour au grand dam des locataires de notre espace pollué par ces agissements mafieux. Ainsi, nous nous posons la perpétuelle question : est-ce le pouvoir qui tombe si bas, lui qui n'a plus rien à faire, parce que contesté et contestable, «ou sont-ce les débuts d'une insupportable ère de boue et de honte où les reptiles, debout sur leurs jambes, feront marcher les chevaux au pas ?» C'est peut-être cela qui fait la différence entre notre jungle et une autre, plus calme, surtout plus crédible, et dont les chefs ne s'érigent pas en coterie, comme chez nous, pour semer la honte à coups de corruption et de convoitise politique. En effet, la honte... car qui ne se souvient de ce pontife de notre jungle qui a été purement et simplement imposé à un grand poste, envers et contre tous. Il n'a pas été élu dans sa circonscription, nous le savons. Mais au fait qui pourrait se mêler de ces «affaires scabreuses» comme pensent les animaux paisibles, qui ne veulent que le bonheur de leur espèce et le progrès dans leur espace ? Ne disent-ils pas, quelquefois bruyamment, à l'encontre de leurs chefs, en qui ils ont perdu confiance, «qu'ils fassent ce qu'ils veulent, ils ont l'habitude de nous rouler dans la farine» ? Après toutes ces aberrations, que s'est-il passé par la suite ? Rien qui puisse mettre dans la gêne cet animal promu d'une façon très maladroite. Il n'en a même pas rougi. Et pourquoi

rougirait-il... tiens ! Bien au contraire, une fois en poste, il s'est permis de se retirer – en termes clairs de «refuser» cette responsabilité ou de «démissionner», entre guillemets – comme si le courage lui est revenu brusquement. Il a démissionné «selon les lois» et a attendu sereinement. Mais attendre quoi, se dit quelqu'un de simple comme nous ? Eh bien il attendait la «surprenante» ou l'inimaginable consécration, pardi ! Sans aucune hésitation, en effet, le roi lion le nomme au perchoir de la «Chambre haute», évidemment en simulant un plébiscite qui se serait déroulé dans la plus parfaite démocratie.

Ne t'étonnes pas surtout, et ne fais pas de grimaces. Tout est possible dans une jungle comme la nôtre où la supercherie ou la mystification, appelle-là comme tu veux, ne s'arrête pas là, elle continue... Oui, elle continue pour nous railler, pour nous humilier et nous choquer. Appelons-la plutôt le mépris des animaux, parce qu'en dépit du bon sens, on nous impose toujours ces «énergumènes» au sommet de la responsabilité. Triste destin d'une jungle qui, malgré ses meilleures potentialités qui se trouvent en dehors du système, parce que marginalisées, exclues et très souvent déconsidérées, n'a pas cessé de nous étonner ! En fait, le pouvoir tourne autour des mêmes animaux, souvent dociles et friands d'admiration passionnée pour des chefs qui n'ont ni l'apanage, ni la compétence de diriger la jungle.

Par contre, dans la jungle que je viens de quitter, je n'ai jamais entendu des histoires comme celles-ci et comme cette autre que je vais immédiatement te rapporter. Cette autre s'est déroulée chez nous avant que je décide de m'exiler pour trouver mieux ailleurs, dans de vastes et opulentes prairies. Parce que là-bas, le droit prime sur tout. Il prime d'abord sur la responsabilité, les honneurs, la famille et les ambitions des dirigeants. En clair, personne n'est censé être au-dessus de la loi. Tous sont soumis à la force du droit et à sa prééminence. Il l'emporte ensuite sur toutes les situations conflictuelles pour les solutionner quand elles sont nées de mensonge, d'injustice, de passe-droits, d'interventionnisme, de favoritisme et j'en passe. L'histoire que je vais te relater relève hélas de la persécution et illustre, à la manière de la «jungle», l'inconcevable délirant, parce que dans celle-ci règne la loi du plus fort. C'est dire que chez nous, il y a énormément de leçons d'iniquité et de dédain que l'on pourrait ajouter aux registres des maîtres de l'arbitraire s'ils se donneraient la peine de venir nous consulter.

Un des représentants de la cour du roi lion, en l'occurrence le loup – l'équivalent d'un ministre chez vous –, est désigné pour aller conférer avec d'autres animaux dans une jungle lointaine, pour trouver quelques solutions à notre communauté vivant de besoin et surtout d'indignité. On lui adjoint quelques louveteaux pour l'accompagner dans cette mission. Des «spécialistes», ayant en charge le dossier de cette grande chapelle, disent les dirigeants installés confortablement à la tête du système. Mais voilà que le jour du départ, alors que tous attendent ce fameux tapis volant des Mille et Une Nuits qui doit les transporter là où se tient leur réunion, le loup, dans tous ses états, prend une décision qui restera dans les annales de la jungle. Il décide arbitrairement – peut-être qu'il est inutile de le souligner, puisque nous faisons constamment dans l'arbitraire – «d'éliminer» un des louveteaux du groupe des partants pour des raisons que la raison, dans une autre jungle, ne saurait comprendre et accepter... Oui, personne ne peut admettre et accepter la raison de son élimination. D'un geste aussi brutal que primitif – l'ambiance de notre jungle y est pour beaucoup –, il intime l'ordre aux accompagnateurs de renvoyer le louveteau chez lui, alors que ce dernier vient de terminer toutes les formalités de voyage.

– Qu'il aille au diable, s'écrie le loup, chef de mission ! Je ne veux pas d'un énergumène pareil dans ma délégation ! Comment oser me jeter cet animal entre les pattes alors que l'on sait pertinemment à quel «groupe sanguin» il appartient ! Pourquoi s'est-on permis de le proposer dans une mission comme celle-ci ? Les autres membres de la délégation ne bronchent pas. Aucun louveteau ne dit mot. Le courage est encore une fois absent. La décision est tombée ! Elle est entérinée sur place au grand dam des présents qui ne peuvent montrer leur solidarité ou, pour être courageux, leur désapprobation pour cet acte cavalier, brutal, coupable et illégal. Tout abasourdi, pénaud, balbutiant, le louveteau retourne à son gîte, traînant derrière lui un outrage ridicule et de nature à compliquer les plus perfides dans leurs conjurations intolérables. Lui non plus, n'a pas été «homme», selon votre langage, pour jeter à la face du loup ses réactions de cadre frustré par une telle décision qui ne relève d'aucun examen sensé et qui, de surcroît, n'est pas digne d'un responsable, ni dans le fond ni dans la forme. Mais jusqu'à maintenant, je ne t'ai encore pas dit pourquoi il y eut cette scandaleuse transgression de la réglementation de la part du loup. Tout simplement parce que le louveteau banni et injustement écarté, est le cousin germain de celui qui prétendait au pouvoir de la jungle, il y a quelques années, et qui se trouvait en compétition avec le lion, notre roi actuel. Cela est impardonnable, un crime de lèse-majesté... surtout dans notre environnement, fait de servilité et de flatteries très basses. Des comportements pareils deviennent des mœurs naturelles dans notre jungle où la haine injustifiée est encore de mise, malgré la réconciliation qui se promet de ne pas rester un slogan vague et indéfini, peut-être impropre à la consommation. Les «ex» sont toujours marginalisés, oubliés, récusés, honnis, bannis, pestiférés et, bien sûr, rejetés au point de ne plus retrouver ces animaux qui leur faisaient la cour hier, du temps où ils étaient solidement vissés sur leur piédestal. C'est dire que notre jungle perd son essence, sa crédibilité et, bien entendu son courage. Elle perd indéniablement sa dignité et les bonnes traditions qui faisaient d'elle un espace de liberté et de solidarité.

Mais avec tout cela, tiens-toi bien, et n'aie pas un haut-le-cœur, parce que je continue mon histoire qui, par ailleurs, n'est pas très jolie. Elle n'est pas à mettre sur le compte du rapprochement et de l'entente entre les animaux de notre jungle... Ce dont je veux t'informer c'est que ni le patron du louveteau, ni le Chancelier de la jungle – un genre de chef du gouvernement chez vous – qui a eu à le connaître, il y a si longtemps puisqu'il activait dans son secteur, n'ont eu ce courage de le défendre et dire, à haute et intelligible voix, que le loup s'est trompé, lourdement trompé, et n'a pas eu une conduite digne d'un responsable. Plus désolant encore, lorsqu'on sait que le Chancelier, qui est l'initiateur principal de cette mission, n'a soufflé mot à son auxiliaire le loup qui n'a fait qu'à sa tête, dans le seul but de plaire au roi, convaincu de régler un vieux compte pour lui... C'est ce courage qui fait largement défaut à notre Chancelier qui n'a pas su s'élever pour le moins, au niveau de la fonction qu'il exerce. Mais en réalité, quand a-t-il eu à exhiber cette vertu depuis que le lion lui a fait l'insigne honneur de le placer à la tête de la plus grande remise de la jungle ? Cela m'amène à te citer deux préceptes reproduisant deux idées antinomiques qui illustrent exactement ce que possède ou ne possède pas notre Chancelier.

Le premier précepte, qui nous vient d'un philosophe qui a vécu dans votre monde, disait calmement, quand il rencontrait des gens de ce gabarit, des pleutres, doublés d'hypocrites : «Quiconque n'a pas de caractère n'est pas un homme, c'est une chose». Le deuxième précepte nous vient d'un autre grand poète qui proclamait l'état

d'âme de ces responsables plus courageux, plus entreprenants et difficiles à manier, en tout cas en opposition avec notre Chancelier : «S'il en demeure dix, je serai le dixième ; Et s'il n'en reste qu'un, je serai celui-là !». N'est-ce pas deux mondes diamétralement opposés et qui, de par leur éloignement, nous affirment combien est dure la vie sous les auspices de ceux qui n'ont pas l'épaisseur en faisant des notabilités dignes et respectables ? Cette défaillance de nos élites, engendre des conséquences dramatiques sur la manière dont les sujets vivent leur vie dans notre jungle. Et c'est alors que nous nous posons la énième question : comment cohabiter dans un espace qui ne change pas ? Comment se comporter, s'attacher à certaines valeurs et essayer d'être heureux ? Tous les animaux portent un regard impietoyable sur leur jungle qui n'offre aucune promesse de bonheur, pour le moment ! Oui, pour le moment, mais demain... doit-on espérer trouver cette leur de vie agréable ou doit-on carrément ne plus se faire des illusions ? En tout cas, il faut l'espérer vivement, et mieux encore, il faut travailler durement pour arriver à instaurer cette autre vie, changer radicalement le mode de gouvernance dans une jungle où il n'est plus possible d'observer de la mesure dans quoi que ce soit.

Je ne suis pas radicalement négative, affirme la mouche, la preuve est que je décide de revenir chez moi. Mais je veux que tu comprennes mon désarroi et quelquefois ma honte qui font que je n'arrive pas à contrôler les sentiments qui suscitent mes propos. Ce que j'ai vu «là-bas», au cours de mon exil m'a donné à réfléchir en même temps qu'il m'a beaucoup édifiée, car je comprends pourquoi «les autres» ont réussi et réussissent toujours davantage, sur tous les plans. Là, je m'interroge : pourquoi nous nous enfonçons dans le renoncement, chaque jour un peu plus ? Il n'y a nul secret, me susurre mon ange gardien. Chez nous, «c'est l'effondrement et ce n'est pas un oracle d'animal pessimiste et haineux, mais un constat que même les petits font chaque matin quand ils ne trouvent pas quoi mettre sous la dent et quand ils constatent que leur roi – de la jungle, évidemment – joue la suite de son destin dans le huit clos de son système et oublie cependant que nous existons réellement et que nous sommes mécontents». Est-ce peut-être à cause du fait que nous sommes riches de par les énormes potentialités énergétiques que possède notre jungle ? Oui nous sommes très riches par rapport aux jungles voisines qui savent se développer selon les normes exigées par le progrès. J'affirme cela parce que nos voisins avancent bien dans une ambiance d'essor et de croissance, si ce n'est avec des pas de géant, nous laissant bien derrière eux, alors qu'elles n'ont pas nos moyens... même pas une infime partie pour s'exposer à la comparaison. Et pourtant, leurs résultats sont là, et les animaux de notre jungle vont constamment chez eux, en troupeaux importants, pour les constater, lors de leurs déplacements «touristiques». Nos animaux trouvent ces jungles voisines très belles, très bien organisées et, de plus, elles recèlent tout ce qu'ils cherchent et ce qu'ils ne peuvent rencontrer chez eux. N'est-ce pas lamentable, encore une fois, pour notre jungle dont les responsables crient à tue-tête que nous sommes les meilleurs partout ? Vois-tu, il n'y a pas de secret à tout cela. Eux, dans ces jungles, travaillent sérieusement et font du labeur une valeur déterminante pour avancer... toujours avancer. Sinon, eh bien, ils ne mangeraient pas, tout simplement. Chez nous, c'est le contraire, nous mangeons à satiété sans faire d'effort, sans maigrir et sans remords, car chacun, dans son subconscient, pense qu'il est en train de bénéficier d'un bel héritage.



**Langues africaines locales**

**L'ICESCO SENSIBILISE AUX DANGERS DU CORONAVIRUS**

L'Organisation du monde islamique pour l'éducation, la science et la culture (Icesco) a lancé une campagne déclinée en plusieurs langues locales africaines pour les sensibiliser aux dangers de la pandémie de coronavirus, annonce l'organisation. Ce programme de sensibilisation s'inscrit dans le cadre de l'initiative «Langues d'Afrique, ponts de la culture et de l'histoire», a expliqué l'organisation sur son site Internet. Une vidéo déclinée en plusieurs langues africaines locales comme le «Haoussa», parlée principalement en Afrique de l'Ouest, le Swahili, très parlée au Kenya, en Tanzanie et le Rwanda, entre autres, et le Wolof, une des langues nationales au Sénégal, s'adresse aux communautés d'Afrique subsaharienne, pour le sensibiliser sur les dangers du coronavirus pour en limiter la propagation. A travers cette initiative, l'Icesco vise à mettre en évidence le «rôle important» des langues locales des peuples d'Afrique subsaharienne dans la diffusion des connaissances de base et la sensibilisation contre les dangers du Covid-19 à travers l'information sanitaire et l'éducation préventive en Afrique. L'Icesco avait lancé en mars dernier la «Maison numérique de l'Icesco», un programme qui comprend des produits et des contenus numériques généralistes dans les domaines de l'éducation, des sciences et de la culture afin de réduire les répercussions du confinement sanitaire dans les pays membres de l'organisation.

R. C.

## Abdelhamid Bouzaher rassure ses fans : «Je vais bien, merci pour tout»

**Le célèbre interprète de la chanson chaouïe, Abdelhamid Bouzaher, a été admis dans un hôpital dans la wilaya de Khenchela, à la fin de la semaine dernière. Selon les dernières nouvelles, son état de santé ne semble pas inquiétant et c'est l'artiste lui-même qui a tenu à rassurer**

**A**bdelhamid Bouzaher souffre de plusieurs problèmes de santé, chose qui a contraint à son hospitalisation au niveau de l'EPH «Ahmed Ben Bella» à Khenchela afin de subir des tests et examens médicaux. Il a reçu la visite de plusieurs hauts responsables dont le directeur de l'hôpital, le personnel hospitalier et le directeur de la culture de la wilaya de Khenchela. Ces derniers se sont rendus au chevet de l'artiste afin de s'enquérir de son état de santé. Dans une déclaration à *La Nouvelle République*, Abdelhamid Bouzaher a confié : «Je suis un peu malade ces derniers jours. La mort de mon épouse m'a beaucoup affecté, elle a laissé un grand vide...». Le chanteur n'a pas manqué de remercier le directeur de la santé de Khenchela, le directeur de l'hôpital, les médecins et le personnel médical et paramédical qui l'ont entouré de leurs soins. M. Bouzaher a également remercié ses nombreux fans et l'ensemble des artistes qui ont pris attache avec lui. «J'ai reçu plusieurs appels téléphoniques de l'ensemble du territoire national, de l'Egypte et de plusieurs pays». L'information faisant état de l'hospitalisation de l'artiste Abdelhamid Bouzaher s'est vite répandue. Le chanteur a reçu plusieurs appels téléphoniques de nombreux citoyens des quatre



coins du pays. Les artistes algériens ont tenu également à prendre attache avec leur collègue et ami Abdelhamid Bouzaher, une façon de lui remonter le moral. C'est le cas de la comédienne M<sup>me</sup> Nidhal qui, par notre biais, a tenu à lui souhaiter un prompt rétablissement. Il en est de même pour les ressortissants algériens résidant en France et en Europe. Abdelhamid Bouzaher, par le biais de *La Nouvelle République*, a tenu à rassurer et à remercier ses fans et l'ensemble des personnes qui ont pris le soin de s'enquérir de son état de santé. «Je vais bien, merci pour tout», a-t-il indiqué. Le chanteur Abdelhamid est connu à travers le territoire national. Il a

consacré sa jeunesse à l'art, la culture et la chanson traditionnelle chaouïe. Ses fans trouvent qu'il possède la même voix que l'autre grand chanteur «Aïssa El Djarmouni». «Je ne peux pas faire la différence entre sa voix et celle de «Aïssa El Djarmouni», nous a expliqué une dame au niveau de l'hôpital. M<sup>me</sup> Salima trouve que M. Abdelhamid Bouzaher est l'un des meilleurs chanteurs de la chanson traditionnelle chaouïe. Parmi les célèbres chansons qui ont été reprises par Abdelhamid Bouzaher, nous pouvons citer : «Ain Kerma aatini Lekhbar». L'artiste chaouï de la chanson traditionnelle a également écrit et chanté plusieurs chansons et medh dont «Chaoui

Lazrag», «Awerchan» «Smahti Fiya». La chanson chaouïe n'a pas beaucoup évolué et ce malgré l'émergence de quelques jeunes. Ces derniers ont reconverti les chansons traditionnelles accompagnées par la flûte et le bendir par la guitare, batteries et autres instruments de musiques modernes. La chanson chaouïe est aujourd'hui devenue commerciale. En effet, malgré les efforts de l'Etat, certains ne trouvent même pas comment subvenir aux besoins de leurs familles. Le logement demeure aussi un grand «casse-tête» pour les artistes sur l'ensemble du territoire.

Moncef Redha

## Retour sur la polémique «Autant en emporte le vent» Quand Hollywood consacrait la première actrice noire

Si le film culte, aujourd'hui vilipendé, véhicule des clichés racistes, il permit aussi à Hattie McDaniel, la bonne de Scarlett O'Hara, de décrocher un oscar. Faut-il entièrement jeter aux orties «Autant en emporte le vent»? Tout le monde est d'accord pour dire que ce film est le fruit de son époque, celui de l'Amérique ségrégationniste des années 1930. À ce moment-là, l'esclavage a été aboli depuis 70 ans, mais les Afro-Américains subissent encore des discriminations dans de nombreux domaines comme l'emploi, le logement, l'éducation, sans compter l'interdiction dans certains États de se rendre dans les lieux fréquentés par les Blancs... Le film sera le reflet d'une Amérique qui tente de laver son péché originel en Technicolor : montrer l'effondrement de l'âge d'or sudiste avec les stéréotypes et les préjugés de l'époque, sans malmener le public, où l'on voit des esclaves pleurant presque la détresse de leurs doux maîtres... Un film qui a évidemment vieilli sous notre regard du XXI<sup>e</sup> siècle, dans la forme comme dans le fond, et qui appartient plus que jamais aux reliques du cinéma de papy. Mais on oublie aussi qu'il a permis à la cause noire d'avancer en consacrant pour la première fois une actrice afro-américaine dans l'industrie hollywoodienne : Hattie McDaniel, restée dans toutes les mémoires pour le rôle de Mamma, la domestique à poigne de Scarlett O'Hara. McDaniel était la descendante d'esclaves libérés, son père avait même participé à la guerre de Sécession, c'est dire si son parcours est un symbole. Elle a multiplié les petits boulots, femme de chambre, cuisinière, tout en poursuivant une carrière



dienne : Hattie McDaniel, restée dans toutes les mémoires pour le rôle de Mamma, la domestique à poigne de Scarlett O'Hara. McDaniel était la descendante d'esclaves libérés, son père avait même participé à la guerre de Sécession, c'est dire si son parcours est un symbole. Elle a multiplié les petits boulots, femme de chambre, cuisinière, tout en poursuivant une carrière

dans la radio et le cinéma, avant de décrocher le rôle de sa vie dans «Autant en emporte le vent», qu'elle obtient, dit-on, en arrivant au casting directement habillée en domestique. À l'époque, le *Los Angeles Times* plaide pour qu'elle soit distinguée par l'Académie des Oscars : en février 1940, Hattie devient la première actrice noire honorée en recevant le prix du meilleur second rôle féminin, une vraie révolution, premier jalon dans le métier vers l'égalité...

### Mépris et apartheid

En revanche, la voilà désormais prise entre deux feux, à la fois traîtresse aux yeux de certains activistes noirs et toujours méprisée par les Blancs. Quand a lieu la grande première du film à Atlanta, elle n'est même pas admise dans la salle, au nom de la ségrégation en vigueur, au grand dam de son ami Clark Gable, qui fait des pieds et des mains, en vain, pour lui obtenir un passe-droit. Comme tous les Noirs du film, elle est également exclue de toute promotion dans les États du Sud. Quand vient la remise du prix, elle doit se contenter de rester au fond de la salle, avec son agent, sur une pauvre table, à l'écart des autres : le club de l'hôtel Ambassador, où a lieu la cérémonie, pratiquait

une stricte politique de «no black» à l'entrée. Ainsi était l'Amérique des années 1940... Ce qui n'empêchera pas l'actrice de remercier Hollywood dans un discours plein d'humilité : «J'espère sincèrement que je ferai toujours honneur à ma race et à l'industrie du cinéma, mon cœur est trop plein pour vous dire juste comment je me sens...». Elle sera pourtant régulièrement critiquée par ses frères noirs pour avoir pactisé avec les Blancs en se cantonnant dans des stéréotypes nuisibles à la cause – elle a interprété plus de soixante-dix fois des domestiques dans sa carrière. Mais est-ce sa faute si le métier ne lui proposait plus que des rôles qui correspondaient à l'étiquette clinquante que Hollywood lui avait accolée? Sur le sujet, elle ne manquait pas de franchise : «Je préfère jouer une femme de chambre et faire 700 dollars par semaine qu'être une femme de chambre et gagner 7 dollars...» Hattie McDaniel poursuivra sa carrière sans jamais retrouver un rôle aussi important que celui dans *Gone with the Wind*, qui l'avait fait entrer dans l'histoire du cinéma. Mais avec ses limites : quand elle décède d'un cancer du sein, en 1952, le célèbre cimetière Hollywood Forever refuse tout net de lui faire une place...

M. F.



## Sport-Algérie

# Le COA réaffirme son soutien et accompagnement aux athlètes en prévision d'une reprise

→ Le Comité olympique et sportif algérien a réaffirmé son aide et accompagnement aux athlètes, en vue d'une reprise des entraînements après plus de trois mois d'arrêt à cause de la pandémie du coronavirus.

«Le COA, en relation avec les fédérations nationales doit se concentrer en priorité, sur une meilleure approche dans son accompagnement à la reprise des activités des athlètes et leur préparation, dès que les conditions sanitaires seront réunies, et recenser les moyens à mettre en œuvre pour les aider, après les dommages causés par un confinement rendu nécessaire par les autorités sanitaires et gouvernementales, en guise de protection et sauvegarde des vies humaines», a indiqué à l'APS, le président par intérim du COA, Mohamed Meridja. Cette volonté a été exposée lors de la réunion du bureau exécutif du COA, tenue jeudi, et qui a abordé, entre autres, la situation sanitaire liée au Covid-19 et son impact sur les activités du COA, le projet «Olympafrica», Tazrouit à Taman-



■ Le président par intérim du COA, Mohamed Meridja.

(Photo : D. R.)

rasset, le programme «Judo à l'école» et «la Solidarité olympique». Dans l'espoir d'assurer un accompagnement sans embuches de l'élite algérienne déjà qualifiée aux prochaines compétitions continentales ou mondiales, le COA a relevé l'impérativité d'accélérer le rétablissement des liens avec les fédérations concernées, en coordination avec le MJS, et lever les facteurs bloquants, afin de conforter l'espoir des athlètes pour une meilleure approche.

«La commission de la préparation olympiques, le Département des sports chargé du dossier, ainsi que le trésorier général sont appelés à coordonner et accélérer leurs efforts pour finaliser les réponses aux fédérations concernées et dégager les enveloppes à allouer à leur préparation», a souligné Meridja.

Il a également réitéré son désir et sa volonté de ramener la quiétude attendue et ouvrir le champ à des débats constructifs afin de rassembler l'ensemble des acteurs et responsables du mouvement sportif et olympique algérien.

«Je veux, avec l'aide de tous, rétablir la communication et la sérénité, afin de préserver le COA, au-

tant qu'entité du sport algérien, d'éventuelles autres turbulences. Il faut arriver à partager la même approche, celle de promouvoir davantage le sport algérien au niveau national, et le porter au plus haut niveau, avec l'apport de tous», a souhaité le président par intérim de l'instance olympique. Enfin de réunion, le COA a assuré son adhésion à l'accord signé par le MJS et l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption, et «réitère son soutien à cette initiative qui constitue une ligne directrice dans la prévention et la lutte contre la corruption dans le sport».

R. S.

## Basket-ball-reprise Les médecins expliquent les règles à respecter

→ Les lignes directrices pour une éventuelle reprise des activités sportives pour les clubs du championnat national de basket-ball ont été abordées jeudi au cours d'un direct sur YouTube, animé par D' Mourad Hamdaoui, médecin fédéral, et le D' Tarik Boussaïd, médecin de l'équipe nationale A. «Au cours de leurs interventions, les deux médecins ont expliqué les mesures sanitaires à respecter en cas de reprise des activités sportives, suspendues en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19). Les représentants des clubs ont été attentifs aux recommandations et aux conseils des médecins», a indiqué à l'APS le président de la Fédération algérienne de basket-ball Rabah Bouarifi.

Les championnats d'Algérie de basket-ball sont interrompus depuis le 13 mars dernier après la décision des pouvoirs publics de suspendre toutes les activités sportives et la fermeture des infrastructures sportives.

«Un protocole sanitaire sera transmis prochainement au ministère de la Jeu-

nesse et des Sports (MJS) pour validation. C'est à partir de là, que les clubs seront fixés sur la reprise de leurs activités», a-t-il ajouté.

Concernant la reprise de la compétition, le président de la FABB a écarté l'idée d'un retour «au vu de la situation sanitaire actuelle», mais également par rapport à l'avis défavorable des médecins.

«Les médecins ont donné un avis défavorable. Ils se sont opposés à une reprise du championnat, alors que le confinement n'a pas encore été levé par les pouvoirs publics», a-t-il souligné. La FABB a recensé 16 clubs sur les 20 issus de la Superdivision messieurs de basket-ball en faveur d'une annulation de la saison, suspendue depuis mars, en raison de la pandémie de Covid-19.

En cas d'une éventuelle saison blanche, le président de la FABB a écarté l'idée de désigner un vainqueur pour l'actuelle édition, de même qu'il n'y aurait ni accession ni relégation, soulignant que le bureau fédéral allait se pencher sur le sujet. ■

## FAF

### Le président du Département intégrité connu au plus tard dans une semaine

→ La Fédération algérienne de football, dévoilera «au plus tard dans une semaine», l'identité du président du nouveau Département intégrité, a déclaré vendredi le responsable de communication de l'instance fédérale Salah-Bey Aboud.

«La FAF devait installer le président du nouveau Département intégrité, mais il a été appelé à d'autres fonctions au sein de l'organisme de sécurité auquel il appartient. Nous avons dû alors chercher de nouveau celui qui occupera ce poste. Une chose est sûre, l'identité du président sera dévoilée au plus tard dans une semaine», a-t-il indiqué. L'instance fédérale avait entamé depuis juillet 2019 des démarches auprès de la Fédération internationale pour la création d'un tel département, avec l'ambition de promouvoir l'intégrité et la protection des matches et des compétitions du

football en Algérie. «Trois candidatures ont été retenues pour ce poste, la FAF va choisir celui qui a le bon profil. Nous sommes également dans l'attente de l'accord de la Fifa», a ajouté Salah-Bey Aboud sur les ondes de la Radio nationale. En août dernier, la FAF avait organisé des sessions et briefing au siège de la FAF et au Centre technique national de Sidi Moussa au profit des membres des Commissions juridictionnelles de la fédération et de la Ligue de football professionnel, des dirigeants de clubs professionnels et des arbitres internationaux, pour aborder le sujet relatif à cette nouvelle structure.

«L'étape qui s'en est suivie, a consisté en la recherche du profil remplissant les exigences et les qualifications liées au poste de responsable de cette structure», avait souligné l'instance fédérale dans un communiqué. ■

## EN DEUX MOTS

**CRB (coronavirus) :**  
80% des joueurs baissent leurs salaires de 50%

La majorité des joueurs du CR Belouizdad a accepté de baisser leurs salaires à hauteur de 50% afin de soulager les finances du club, en cette période de nouveau coronavirus, a indiqué vendredi le directeur général du club algérois de Ligue 1, Taoufik Kourichi. «Les joueurs ont accepté de collaborer par apport à la situation sanitaire liée au coronavirus. 80% des joueurs ont accepté de baisser leur salaire de 50% après un accord à l'amiable», a déclaré Kourichi à la Radio nationale Chaîne III. «Les joueurs, le staff technique et médical ont accepté de collaborer par apport à la situation économique du pays, mais aussi pour soulager la santé financière du club», a expliqué l'ancien DTN, annonçant au passage que l'accord sera signé au plus tard ce dimanche. Interrogé sur une éventuelle reprise du championnat de Ligue 1, le directeur sportif du CR Belouizdad a estimé que la majorité des clubs n'ont pas les moyens pour assurer le protocole sanitaire exigé pour protéger les joueurs. «C'est une question de santé des personnes et des vies humaines, et essayant de voir les choses autrement», a-t-il conclu.



Quotidien national d'information. Edité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA.  
Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse, 1, rue Bachir Attar, Place du 1<sup>er</sup>-Mai - Alger.  
Tél. : 021 6710.44/6710.46  
Fax : 021 6710.75.  
Compte bancaire : CPA 103 400 08971.1. 114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles.  
**Membres fondateurs :**  
Gérant, directeur de la publication: **Abdelwahab Djakoune.**  
Rédacteur en chef : **Radia Zerrouki**  
Directeur commercial : **Ouahid Kouba**  
Composition **PAO La Nouvelle République** Impression Alger : **SIMPRAL**  
**Tirage : 2500** exemplaires  
16 - Pages  
Oran : **SIO**. Constantine : **SIE**  
Diffusion centre : **SEDICOM**  
Ouest : **SPDO**. Est : **El Khabar** Sud :  
**Trag diffusion** Publicité : *La Nouvelle République*, Maison de la Presse. Tél. : 021 6710.72. Fax : 021 6710.75. E-mail : [lnr98redaction@yahoo.fr](mailto:lnr98redaction@yahoo.fr) / E-mail pub : [lnr98publicite@yahoo.fr](mailto:lnr98publicite@yahoo.fr) - ANEP Spa : 1, avenue Pasteur, Alger. Tél. : 021 73.76.78 - 021 73.71.28. Fax : 021 73.95.59 - 021 73.99.19.  
Conception : **Studio Baylaucq**, Paris, France. Tél. : +331 44.90.80.40  
Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.



**en direct**
**CRB (Coronavirus)**

80% des joueurs baissent leurs salaires de 50%

**le match à suivre**
**Basket-reprise**

Les médecins expliquent les règles à respecter

**football**
**FAF**

Le président du Département intégrité connu au plus tard dans une semaine

## Football

# Est-ce la fin de la corruption ?



→ **«C'est le mensonge qui a géré et qui gère le football», cette déclaration qui émane d'un ex-international de l'Equipe nationale résumerait-elle, seule, ce qui se passe aujourd'hui sur les différents terrains ? «Je suis dégoûté, je ne voudrai plus parler, encore moins accorder des interviews... lorsque, nous les anciens donnons notre avis, on est vite taxé de ce que nous ne sommes pas».**

■ A quand un football propre au sens propre du terme ?

(Photo : D. R.)

«Le dernier scandale de l'enregistrement sonore, je ne me suis pas intéressé, sachant qu'il n'est qu'une succession de faits qui bouleversent ce football depuis Raouraoua, à ce jour». Les derniers entretiens avec un panel d'experts d'ex-joueurs internationaux publiés dans nos différentes éditions montrent que l'état de santé de ce sport qui gagnerait à être une référence africaine, rate son tir. Les analyses des pratiques et outils de contrôle de gestion, tels expliqués par les ex-joueurs, permettent de comprendre et d'expliquer les modes de structurations des systèmes de

pilotage à la fois de la performance économique dans ce sport spectacle. Ils s'étonnent et s'interrogent sur ceux qui détiennent les cordes de gestion dans ce football. Dans cette série d'entretiens, les experts dénoncent la manière dont est conduite la destinée de ce sport depuis le temps de Raouraoua, à ce jour. Ils confirment ce que le président de la DCGF, Reda Abdouch, déclarait en juin 2019, «tout le monde connaît la gravité de cette situation marquée par un déficit financier chronique de tous les clubs. Mais que faut-il faire pour sauver ce qu'il y a à sauver ?». Face à cette situation, Mustapha Kouici s'était interrogé dans l'interview accordée à notre journal «où est passé la DCGF ? Une question résonne comme un tonnerre». Il semble ignorer si cette direction est toujours en activité ou alors mise en veilleuse. Et si c'est le cas, on comprendrait alors pourquoi l'ennemi de l'autre jure sur les plateaux de télé de tout faire pour descendre en «flammes» son collègue. Ce ca-fouillage crée un désordre d'une telle ampleur qu'il est difficile pour les quelques dirigeants restant de tenter trouver le bout de la pelote. Dans ce cadre, un expert interrogé par un confrère répondait «qu'est-ce qui est préférable ? Avoir un outil élaboré ? Ou des cadres du football capables de se débrouiller sans outil pour résoudre le problème qui leur est posé ? Dans l'idéal, ce qu'il faudrait c'est qu'il ait des capacités intelligentes de gestion». Le football est malade de l'absence des génies, qui sont malheureusement, rares. Donc l'idée, c'est de rassembler autour du club des personnes qui aiment ce sport, non seulement, mais aussi qui maîtrisent sa mécanique faire en sorte que l'osmose de l'équipe di-

rigante soit capable de compenser les défaillances techniques ou tactiques. Tout compte fait, ce qu'on demande à un président de club, ce n'est pas de produire une excellente gestion qui serait une référence mais qu'elle soit moins imparfaite que les autres. Les idées des interviewés se rejoignent et se complètent. C'est à l'image de cette déclaration de Zoubir Bachi «on veut nous faire croire que le football fonctionne très bien au sommet, mais qu'à la base, la machine continue, elle-aussi, à tourner pour que d'autres arrivent, sans pour autant permettre d'atteindre un haut niveau de performance dans la durée». Le trucage est détrôné. Une partie de ses auteurs répondent actuellement aux questions des autorités judiciaires. Pour Omar Betrouni «soyons sérieux, ce n'est pas la première fois que le football a été secoué par des affaires de trucages, de combines, de négociations de matches ou de corruption des arbitres... Je suis heureux d'apprendre qu'une nouvelle étape s'ouvre aujourd'hui, mieux vaut tard que jamais». Ali Fergani, quant à lui, disait à juste titre «ce n'est pas nouveau, et ce n'est pas la première fois qu'il y a des suspicions de matches arrangés. Simplement, les affaires précédentes ont été étouffées et les précédentes fédérations, et par le biais de la justice, n'ont jamais été au bout, dans le but d'assainir le milieu du football. Le milieu de notre football n'est pas sain, les clubs ne sont pas contrôlés». Alors que Mouloud Iboud déclarait à notre journal «comment voulez-vous que l'on se mobilise si des opérations de combines, de trucages ne disparaissent pas du paysage footballistique. Je regrette énormément que ce fléau, tant dénoncé

par les médias, continue à sévir, voire même à semer 'la terreur' dans le monde footballistique».

Quant à Djamel Menad «tenter de truquer un match pour gagner trois points et grimper au classement, c'est franchement mesquin, ce n'est plus du football, c'est du pur trucage au sens légal du terme. Ce qui me froisse le plus, c'est lorsque que je suis seul et je me dis, ces gens qui combinent, qui trichent, qui négocient des matches, ont-ils une conscience ? Quelle histoire veulent-ils écrire et laisser derrière eux après leur passage dans ce monde du football ? Pensez-ils à cela ? À leur propre histoire qui révélera demain ce qu'ils ont fait à ce football ? C'est triste, honteux pour eux et pour ceux qui l'avaient fait par le passé». A toutes ces interrogations, le ministre de la Jeunesse et des Sports répond d'une manière forte intelligente «je dénonce avec force ce genre de comportements qui enfreint les lois de la discipline sportive et porte un coup à l'intégrité et à l'image du sport algérien». Et d'ajouter «je m'engage de nouveau à combattre la corruption dans le domaine du sport et moraliser la vie sportive qui constitue une partie importante dans l'engagement du gouvernement à moraliser l'environnement en général. Dans le but de réaliser cet objectif, j'appelle tous les acteurs du mouvement sportif à combattre ce genre de fléaux et à préserver l'image du sport algérien chez nous et à l'étranger».

**H. Hichem**

**A voir**

- BelN Sport 2 : Rizespor - Galatasaray à 19h
- BelN Sport 2 : Secrets de vestiaire à 21h